
**Chambre des Représentants
de Belgique**

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (*)

15 SEPTEMBRE 1992

**NOTE DE POLITIQUE GENERALE
du Ministère de l'Emploi
et du Travail (23) pour
l'année budgétaire 1993 (**)**

(*) Première session de la 48^e législature.
(**) Transmis conformément à l'article 79, n° 1, du Règlement de la
Chambre des Représentants.

**Belgische Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

15 SEPTEMBER 1992

**BELEIDSNOTA
van het Ministerie van
Tewerkstelling en Arbeid (23) voor
het begrotingsjaar 1993 (**)**

(*) Eerste zitting van de 48^e zittingsperiode.
(**) Overgezonden overeenkomstig artikel 79, n° 1, van het
Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

NOTE POLITIQUE : EMPLOI ET TRAVAIL,
POLITIQUE DE L'EGALITE DES CHANCES ENTRE HOMMES ET FEMMES

A. EVOLUTION DE L'EMPLOI

La période de croissance constante de l'emploi a pris fin en 1991. Au cours de la période 1985-1990, l'emploi a en effet augmenté de 203.000 unités dans le pays (de 3.561.000 à 3.764.000).

Les caractéristiques de cette croissance sont :

- a) que c'est surtout l'emploi féminin qui a augmenté : + 169.000 unités (de 1.327.000 à 1.496.000), par rapport à une augmentation de seulement 34.000 hommes (de 2.234.000 à 2.268.000);
- b) l'augmentation de 203.000 unités se répartit comme suit : + 42.000 travailleurs indépendants (de 634.000 à 676.000), + 156.000 travailleurs dans le secteur privé (de 1.962.000 à 2.118.000) et + 6.000 fonctionnaires (de 965.000 à 971.000);
- c) l'augmentation de 203.000 unités peut également être ventilée comme suit : + 93.000 emplois à temps partiel (de 303.000 à 396.000) et + 110.000 emploi à temps plein.

A partir de 1991, nous constatons une réduction de l'emploi due à un affaiblissement de la conjoncture. Etant donné que l'emploi et le chômage réagissent toujours avec un certain retard aux changements conjoncturels, la baisse de l'emploi est encore modérée au 30 juin 1991 : une réduction de 9.000 unités du nombre de travailleurs, dont la responsabilité incombe uniquement au secteur public, et un accroissement de 5.000 travailleurs indépendants. La réduction de l'emploi se situe surtout dans la deuxième moitié de 1991 et la première moitié de 1992, de sorte qu'au 30 juin 1992, la diminution du nombre de travailleurs est estimée à 28.000 unités (22.000 dans le secteur privé et 6000 dans le secteur public), tandis que le nombre de travailleurs indépendants continue de croître de 5.000 unités.

Lors de l'élaboration du budget sur base des prévisions de l'OCDE et du budget économique, on s'est basé sur une reprise lente mais néanmoins réelle de la conjoncture et de l'emploi y afférent, à partir de la deuxième moitié de 1992 et certainement en 1993 (un accroissement du produit national brut de 2,3 % en 1993 par rapport au 1,6 % en 1991). Ceci conduirait, au 30 juin 1993, à une augmentation du nombre de travailleurs salariés de 12.000 unités et du nombre de travailleurs indépendants de 4.000 unités.

En raison de la situation internationale qui se détériore (la chute des cours en bourse, symptôme du ralentissement international récent de la conjoncture, la faiblesse du dollar et les problèmes de compétitivité y afférents, les taux d'intérêt élevés permanents sous la pression allemande, la menace d'un non à Maastricht en France) et en raison des mesures d'économie prises par le gouvernement, les perspectives conjoncturelles les plus récentes sont beaucoup plus pessimistes. Le Kredietbank évalue la croissance du produit national brut à 1,7 % et le Bureau du Plan à 1,8 % (contre 2,5 % avant les vacances). Dans ce cas, il n'y aura pas de croissance de l'emploi et sa stabilisation sera déjà un bon résultat. Les annexes 1 et 2 donnent les perspectives de la population active avant et après les vacances d'été.

EVOLUTION DU CHOMAGE

Le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (C.C.I.D.) a connu une évolution analogue à celle de l'emploi mais alors en sens inverse.

Entre 1985 et 1990 il y eu une baisse de 128.698 unités (de 476.629 à 347.931). Pour les femmes, la baisse a été de 57.298 unités (de 267.426 à 210.129) et pour les hommes de 71.400 unités (de 209.203 à 137.803).

Le nombre des jeunes C.C.I.D. a presque diminué de moitié au cours de cette période (de 140.547 à 72.671). Selon la durée du chômage, cette baisse se répartit comme suit : chômeurs depuis moins d'un an, 19.596 unités (de 153.839 à 134.242), chômeurs depuis plus d'un an et moins de deux ans, 29.520 unités (de 85.177 à 55.657) et chômeurs depuis plus de 2 ans, 80.917 unités (de 238.449 à 157.532).

Enfin, cette diminution peut encore être fractionnée comme suit : jeunes ayant terminé leurs études avec allocations d'attente, 11.025 unités (de 55.812 à 44.797) et les C.C.I.D. après prestations de travail, 118.518 unités (de 421.652 à 303.134).

En 1991, la baisse du nombre de C.C.I.D. s'est transformée en une hausse de 20.801 unités en moyenne (de 347.931 en moyenne en 1990 à 369.732 en moyenne en 1991 et même à 383.510 en décembre 1991).

Lors de l'élaboration du budget, on s'attendait à nouveau à une croissance du nombre de chômeurs de 23.000 unités en moyenne jusqu'à une moyenne annuelle de 391.500 unités.

Toutefois, pour les huit premiers mois de 1992, on a déjà constaté une moyenne de 403.500 chômeurs, de sorte que la moyenne annuelle se situera plutôt aux environs de 410.000 unités en 1992.

Cependant, d'un point de vue budgétaire, les dépenses resteront limitées en 1992 aux dépenses prévues parce que, d'une part, le nombre de jours de chômage indemnisés augmente plus lentement que le nombre de chômeurs complets et parce que, d'autre part, le contrôle actuel complètement informatisé des allocations de chômage permet à l'ONEm de rejeter immédiatement les paiements non justifiés effectués par les organismes de paiement.

Le budget 1993 a été établi dans l'hypothèse que le chômage en 1993 se stabiliserait au niveau de 1992 en supposant que l'emploi allait augmenter (cfr. annexe 1). Les suppositions les plus récentes, plus pessimistes en matière de conjoncture économique et d'emploi, auraient toutefois pour effet que la croissance encore présente de la population active ne sera plus absorbée par une augmentation de l'emploi mais bien par un accroissement du chômage en 1993 de 20.000 unités par rapport à 1992. (cfr. annexe 2). Le graphique de l'annexe 3 montre de façon parlante cette éventuelle évolution.

Une grande vigilance sera donc de rigueur quant à l'évolution du chômage. A partir de 1994, il faudra encore tenir compte de la suppression du service militaire (+ 23.000 chômeurs).

C. DONNEES BUDGETAIRES

1. Chômage

a) 1991

En 1991, le montant des prestations s'élevait à 143.321 millions de francs.

b) 1992

En 1992, nous avons obtenu (avant les mesures):

- chômage complet : 560.951 (nombre d'unités budgétaires)

x 775,2 (indemnité journalière moyenne)

x 314 (nombre de jours indemnisés)

= 136.558,5 millions F

- chômage temporaire :

55.500 x 1.067, 3 F x 314 = 18.599,8 millions F

TOTAL 155.158,3 millions F

Cela signifie une augmentation d'environ 11.500 millions F par rapport à 1991.

Les causes de cette augmentation sont les suivantes :

- augmentation de l'index de 3 % + 4.400 millions F
- 314 jours indemnisés en 92 au lieu de 313 en 1991 + 500 millions F
- augmentation du nombre de C.C.I.D. de 23.000 unités + 5.100 millions F
- augmentation du chômage temporaire de 4.500 unités + 1.500 millions F

TOTAL 11.500 millions F

Au cours du contrôle budgétaire, des mesures d'économie ont été prises pour un montant de 13.980 millions de F ce qui réduit les dépenses. Ceci ramène le montant des prestations à 141.178 millions F pour 1992.

L'annexe 4 donne un aperçu des mesures prises en avril 1992 à l'occasion du contrôle budgétaire 1992 et aussi leur impact en 1993.

c) 1993

- chômage complet : 558.652 (nombre d'unités budgétaires)
- x 793 F (indemnité journalière moyenne)
- x 313 (nombre de jours indemnisés) = 138.679,7
- chômage temporaire
- 55.500 x 1092 F x 313 = 19.034,2
-
- 157.713,9

Ceci est le calcul avant la prise en compte de l'effet des mesures du contrôle budgétaire 1992 (cfr. annexe 4). On obtient de la sorte une augmentation de 2.555,6 millions de francs par rapport à 1992 avant les mesures prises au cours du contrôle budgétaire 1992.

Les causes de cette augmentation sont les suivantes :

- augmentation de l'index de 2,3 % + 3.569 millions F
- 313 jours en 1993 au lieu de 314 en 1992 - 504 millions F
- diminution du nombre de jours indemnisés par chômeur - 709 millions F
-
- + 2.556 millions F

De cette somme, il faut retirer l'impact en 1993 des mesures prises au cours du conclave budgétaire 1992, soit 10.779 millions de F (cfr. annexe 4), ce qui ramène le montant des dépenses à 146.935 millions F.

En outre, il faut déduire de cette somme les nouvelles économies prévues par le récent conclave budgétaire, soit 5.180 millions F. Je reviendrai sur ces mesures. Le montant retenu des prestations s'élève ainsi à 141.755 millions F.

2. Prépensions

La préfiguration budgétaire estimait les dépenses des prépensions en 1993 à 53.653 millions de francs pour 138.730 prépensionnés.

L'accord récent avec les partenaires sociaux concernant la fixation des étapes suivantes pour atteindre une harmonisation de l'âge de la prépension à 58 ans, à l'exception des entreprises en difficulté ou en restructuration, permet une économie supplémentaire de 586 millions de F en 1993. Ceci ramène les dépenses à 53.067 millions de F. (voir annexe 5 : fiche 1).

Les unités budgétaires et les dépenses des prépensions ont évolué comme suit :

	Nombre	Montant en millions de francs
1985.....	97.530	41.396,5
1986.....	114.332	43.344,9
1987.....	126.543	42.651,3
1988.....	131.088	43.776,1
1989.....	134.000	45.089,0
1990.....	137.230	48.501,0
1991.....	137.290	50.298,0
1992 (estimation)	138.730	52.594,0
1993 (estimation)	138.730	53.067,0

3. Interruption de carrière

Le nombre d'allocations d'interruption de carrière évolue comme suit :

	Moyenne annuelle physique	Coefficient de conversion	Moyenne annuelle budgétaire (unités temps plein)
1989	36.897	0,85	31.529
1990	45.120	0,88	39.805
1991	48.846	0,85	41.325
1992 (1)	57.389	0,85	48.781

(1) partiellement des estimations

Se basant sur la constatation de la diminution, ces derniers mois, du nombre de demandes, on est parti de l'hypothèse qu'en 1993 (pour la première fois) le nombre de sorties du système sera plus grand que le nombre d'entrées. Cela conduirait alors à une diminution jusqu'à 47.000 unités budgétaires en 1993.

Le coût serait alors de :

47.000 unités x 148.989 F = 7.002, 5 millions F

Cela représente une diminution de 164 millions par rapport à 1992.

Cette diminution peut être répartie comme suit :

- augmentation de l'index de 2,3 % (à l'exception dans le secteur public)	+ 105 millions F
- diminution du nombre des allocations	- 269 millions F

TOTAL	- 164 millions F

D. AXES POLITIQUES ET MESURES DU CONCLAVE BUDGETAIRE

1. Le chômage

Le conclave budgétaire a pris des mesures supplémentaires pour réduire en 1993 les dépenses du chômage pour un montant de 5.180 millions F :

- Plan d'accompagnement : reflux chômeurs par mise au travail et sanction en cas de non-disponibilité	1.040.000.000 F
- Aggravation sanctions de 26 à 52 semaines et exclusion en cas d'intention d'abuser de la réglementation chômage ou de récidive	2.260.000.000 F
- Interruption de chômage : allocation dégressive	1.030.000.000 F
- Réduction de 25 % de l'indemnité compensa- toire de change des travailleurs frontaliers en France	100.000.000 F

- Instauration d'une période de carance de 4 mois pour la perception des allocations de chômage en cas de cessation du contrat de travail dans les 6 mois après la fin d'une période d'interruption de carrière (avec exception pour le licenciement dans une entreprise reconnue comme entreprise en difficulté, ou, en application d'un plan de restructuration agréé)	100.000.000 F
- Réduction du nombre d'étapes dans la procédure articles 80 et suivants	200.000.000 F
- Octroi plus sélectif de la dispense du contrôle de chômage et diminution de 15 % des allocations de chômage des dispensés se mettant bénévolement à la disposition d'ASBL ou de services publics	150.000.000 F
- Modification de la procédure de l'article 80 : la sanction d'arrêt des allocations pour ce qui dépasse le double de la durée moyenne du chômage, n'est plus différée	300.000.000 F
TOTAL	5.180.000.000 F

Les mesures ci-dessus sont expliquées séparément à l'annexe 5. En outre, il convient encore de signaler que, pour le financement du plan d'accompagnement, une cotisation patronale générale de 0,1 % sera demandée. On estime que cette cotisation rapportera 2.000 millions F, dont 1.800 millions F pour les coûts supplémentaires des Régions et des Communautés et 200 millions F pour les coûts supplémentaires de l'ONEm.

Enfin, le gouvernement a décidé au cours de ce conclave budgétaire que l'ONEm peut consacrer un milliard de francs maximum aux interventions financières en faveur des employeurs qui recrutent des chômeurs issus du plan d'accompagnement.

J'aimerais demander toute votre attention et collaboration pour la réalisation optimale du plan d'accompagnement.

En effet, de récents rapports de l'OCDE affirment que les moyens budgétaires consacrés, en Belgique, à l'assurance chômage sont plutôt destinés au paiement des allocations et qu'il promeuvent insuffisamment la réinsertion des chômeurs sur le marché de l'emploi.

La mise au point d'une politique adéquate est ici rendue plus difficile par la scission de l'assurance-chômage, dont les aspects préventifs ont été dévolus aux Régions (Emploi) et aux Communautés (Formation), tandis que l'octroi des allocations est resté une compétence nationale.

A partir du 1er janvier 1993, l'introduction du plan d'accompagnement individuel des chômeurs constituera le noyau d'une politique d'insertion plus active.

Tous les chômeurs qui atteignent une certaine durée de chômage obtiendront le droit à une offre en matière de travail ou de formation. Un refus d'y obtempérer aura des conséquences sur les allocations de chômage.

Un accord de coopération qui sera prochainement conclu entre l'Etat, les Communautés et les Régions, fixe la mise en oeuvre en matière de groupe cible, de financement et de modalités de collaboration entre les autorités respectives. Dès que la conclusion officielle de cet accord aura eu lieu, je ne manquerai pas de le communiquer à la Commission des affaires sociales de la Chambre et du Sénat.

Il est également important que cet accord comprenne un titre qui traite de l'échange de données relatives à la volonté de travail en remplacement de l'ancien protocole en la matière. Ainsi, l'ONEm aura un droit de regard sur les convocations qui sont envoyées aux demandeurs d'emploi dans le cadre d'une offre d'emploi et d'une formation professionnelle dans une entreprise. Ce nouvel accord en matière d'échange de données et l'alourdissement des sanctions en cas d'abandon d'emploi injustifié ou de refus de travail doivent constituer un instrument important pour l'ONEm pour apprécier la volonté de travail des chômeurs.

Il va de soi que cet accord devra être évalué avec précision à divers moments et que d'autres mesures éventuelles de lutte contre le chômage de longue durée devront être prises si cet accord n'a pas les résultats escomptés.

2. Prépensions

Comme exposé dans la fiche 1 de l'annexe 5, les étapes futures ont été fixées dans un accord avec les partenaires sociaux en vue d'arriver à une harmonisation de l'âge de la prépension à 58 ans, sauf pour les entreprises en difficulté ou en restructuration.

En outre, au plus tard pour le 31/12/1992, on élaborera avec les partenaires sociaux un cadre pour l'insertion d'un régime d'emplois de fin de carrière par une prépension à mi-temps allant de pair avec la suppression du travail autorisé pour les nouveaux prépensionnés à temps plein. Ceci entraînera des économies supplémentaires importantes qui évolueront de 770 millions F en 1993 à 3.980 millions F en 1996.

3. Politique de l'égalité des chances entre hommes et femmes

Les crédits destinés à cette fin en 1992, à savoir 65 millions F (sans les crédits pour le personnel de la cellule créée en la matière) se trouvent encore sur le budget de la Santé publique. Pour 1993, ces crédits seront portés à 67 millions et seront intégrés dans le budget de l'Emploi et du Travail. La politique de l'égalité des chances de 92 continue en 1993 et se caractérise par les lignes directrices suivantes :

- dans le cadre de l'AR du 27.10.67, les projets qui promeuvent l'émancipation sociale de la femme continueront à être subventionnés;
- l'intégration des femmes dans la vie socio-économique reste le domaine privilégié de la politique de l'égalité des chances.

En outre, la politique de l'égalité des chances a également obtenu une part des crédits prévus pour les dépenses découlant du contrat avec la citoyen (708,5 millions F en 92 et 2.999 millions F en 93), à savoir 31 millions F en 92 et 41,2 millions F en 93.

Ces crédits supplémentaires sont destinés à mener une politique adéquate en matière d'égalité de chances dans tous les domaines de la vie en société. Les lignes de force sur lesquelles cette politique s'appuie sont :

- femmes et violence physique (projet pilote pour l'accompagnement thérapeutique pour les auteurs de violence sexuelle; installation de groupes chargés d'améliorer la position juridique des victimes de violence; réintégration des victimes de violence)
- Famille et travail (action de sensibilisation concernant la répartition des tâches familiales).
- Femmes et migrants (e.a. examen de la situation juridique des jeunes filles migrantes)

- Femmes sur le marché du travail (secteur public, secteur privé).

Vous trouverez dans l'annexe 6 le détail des actions supplémentaires avec leur coût.

4. Sécurité et santé au travail

a. L'orientation européenne

C'est une grande tendance actuelle : au niveau des conditions de travail et certainement dans le domaine de la sécurité, de la santé et de l'hygiène, l'Europe prend de plus en plus la normalisation en main.

Lors de l'établissement de cette normalisation, la Commission européenne suit son propre cadre structurel, qui est différent du cadre structurel belge existant.

Une première orientation politique comprend le développement des lois-cadres belges dans le domaine de la réglementation de la sécurité afin de les adapter au cadre structurel utilisé par la CEE.

- Pour ce faire, on songe ici en premier lieu à une loi-cadre relative à la mise sur le marché de produits dangereux (compétence commune de la Santé publique et de l'Emploi et du Travail). Cette loi-cadre doit faciliter la transposition des directives basées sur l'art. 100 A du Traité de Rome.
- De plus, il convient de penser à l'extension de la loi-cadre actuelle en matière de sécurité et d'hygiène (loi de 52). En particulier, cette loi doit permettre de rendre applicables les prescriptions de sécurité et d'hygiène du chef de la simple présence d'une personne sur le lieu de travail.
- Enfin, il faut également adapter la loi-cadre relative à la mise sur le marché de machines et d'appareils (1961). En soi, elle est apte à réaliser les directives basées sur l'art. 100A dans la mesure où il s'agit de machines et d'appareils. Elle ne satisfait pas pour la mise sur le marché de moyens de protection individuelle, d'outillage artisanal, d'équipements individuels,...

Cette loi-cadre doit donc être étendue (compétence commune des Affaires économiques et de l'Emploi et du Travail).

b. L'orientation post-industrielle

Lorsqu'il s'agit de conditions de travail, l'accent est mis traditionnellement sur les domaines classiques de la sécurité et de la santé (dans le sens habituel donné par Monsieur-Tout-le-Monde). Cela était indubitablement plus que justifié dans le passé industriel.

La société post-industrielle présente toutefois une nouvelle tendance importante, à savoir un glissement vers la notion de "se sentir bien".

Formulé négativement, cela correspond à une politique qui vise à éviter une trop grande charge de travail psychique. Une action concrète est la lutte contre le stress et les conséquences négatives qui l'accompagnent. On peut ici déjà parler d'une nouvelle maladie du travail (tant pour les travailleurs que pour les cadres). Formulé de façon positive, ceci signifie une politique axée sur de nouvelles possibilités d'apprentissage et de développement. Dans une première phase, la problématique de ce domaine de travail sera circonscrite, de sorte que les priorités exactes pourront être fixées.

c. Orientation vers le travail et l'environnement

Le souci croissant pour l'environnement est une tendance importante très présente dans notre société.

On pose des questions sur la façon dont une entreprise fait des affaires dans notre société et assume sa responsabilité sociale, entre autres dans le domaine de l'environnement.

Partant d'une vision sociale sur la vie de l'entreprise, tous ceux qui participent à son activité veulent prendre leur part de responsabilités. D'où l'option d'étendre la concertation existante à des matières environnementales.

L'opinion publique est de plus en plus vigilante à l'égard des risques liés à la technologie industrielle. Les entreprises présentant de grand risques potentiels, appelés les risques Sévésos, sont dans le collimateur.

Un effort particulier sera fait pour restructurer et orienter les missions de prévention du département en vue de l'amélioration du management de ces entreprises.

Elles ont, en effet, une grande influence potentielle tant sur les travailleurs que sur l'environnement. L'autorité doit ici prévoir des garanties.

L'élargissement de la concertation et la défense du contrôle sont les deux orientations de base de la politique en la matière.

d. Orientation qualitative de l'action de l'autorité

Le travailleur moyen belge a des attentes très concrètes à l'égard des services fournis par l'autorité en général et par la politique en particulier.

C'est une forte tendance actuelle de ne plus demander de nouveaux règlements et lois mais bien l'amélioration du contrôle et de l'accompagnement des lois et règlements existants et de souhaiter un meilleur service, en particulier.

Le service sera amélioré au moyen de la publication d'obligations de moyens indicatives.

Ces publications doivent expliquer de façon circonstanciée la réglementation en transposant les obligations de résultats qu'elle comprend en obligations de moyens spécifiques.

L'observation de ces obligations de moyens n'est pas obligatoire mais constitue la preuve qu'il est satisfait à ces obligations.

En outre, les services d'inspection seront utilisés pour une part importante de leur potentiel disponible sur la base des priorités fixées.

E. INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES

1. L'annexe 7 donne un aperçu des crédits de l'Emploi et du Travail pour la période 1991-1993.
 2. L'annexe 8 donne un aperçu du budget de l'ONEm pour 1993.
 3. L'annexe 9 donne les données de base sur le chômage mises à jour jusqu'en juillet 1992.
 4. L'annexe 10 donne la répartition par région des dépenses en 1991 pour le chômage, les prépensions et les allocations d'interruption de carrière.
-

PREVISIONS CONCERNANT LA POPULATION ACTIVE, L'EMPLOI ET LE CHOMAGE (JUN 1992)

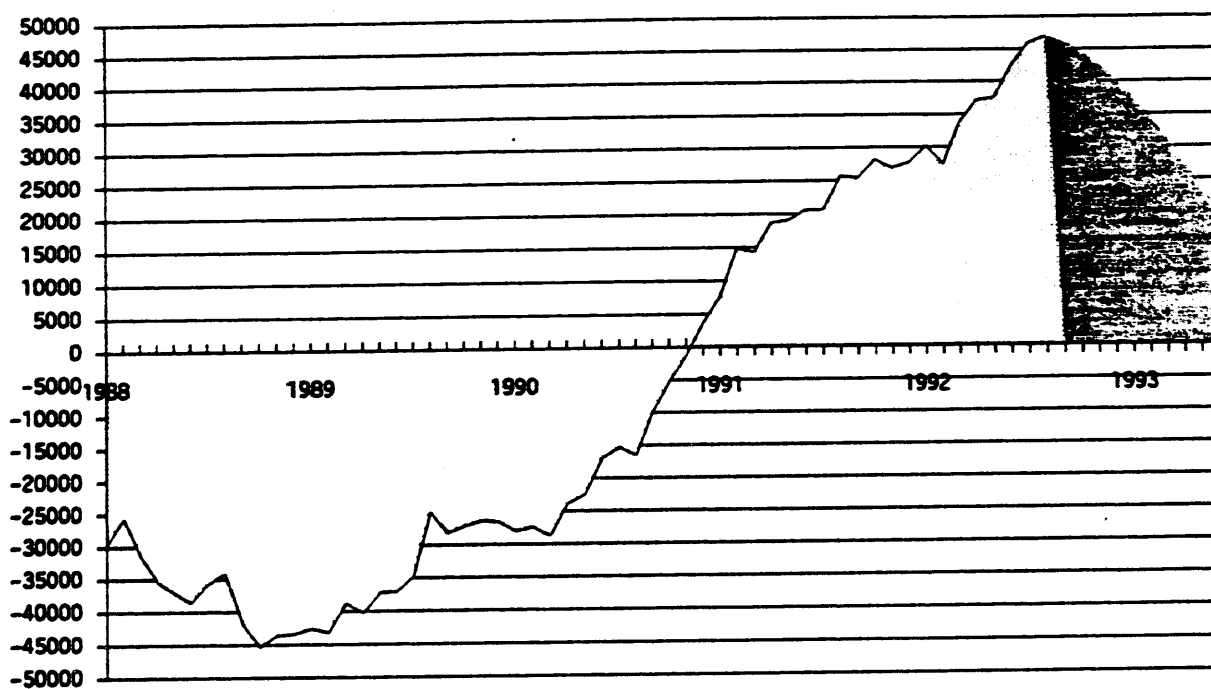
Ministère de l'Emploi et du Travail

PERIODE	JUIN 89	JUIN 90	JUIN 91	JUIN 92	JUIN 93
A. POPULATION ACTIVE OCCUPEE	3760,3	3814,5	3811	3788	3804
1. Salariés	3046,3	3088,9	3081	3053	3065
1.1. Secteur privé	2077,9	2117,7	2124	2102	2119
a. emploi normal	2044,1	2085,3	2094	2074	2094
b. programmes de remise au travail	33,8	32,4	30	28	25
1.2. Secteur public	968,4	971,2	957	951	946
a. emploi normal	779,8	786,7	783	781	777
b. programmes de remise au travail	98,6	95,8	85	83	82
c. forces armées	90,0	88,7	89	87	87
2. Indépendants et aidants	665,5	675,2	680	685	689
3. Frontaliers	48,5	50,4	50	50	50
B. POPULATION ACTIVE EN CHOMAGE	384,0	364,7	391,1	435,5	436
1. Chômeurs complets indemnisés	348,6	331,8	352,3	394,6	395
2. Chômeurs inscrits obligatoirement inoccupés	26,7	24,5	28	29,6	30
3. Demandeurs d'emploi libres inoccupés	8,7	8,4	10,8	11,3	11
C. POPULATION ACTIVE TOTALE	4144,3	4179,2	4202,1	4223,5	4240
A. POPULATION ACTIVE OCCUPEE		54,2	-3,5	-23	16
1. Salariés		42,6	-7,9	-28	12
1.1. Secteur privé		39,8	6,3	-22	17
a. emploi normal		41,2	8,7	-20	20
b. programmes de remise au travail		-1,4	-2,4	-2	-3
1.2. Secteur public		2,8	-14,2	-6	-5
a. emploi normal		6,9	-3,7	-2	-4
b. programmes de remise au travail		-2,8	-10,8	-2	-1
c. forces armées		-1,3	0,3	-2	
2. Indépendants et aidants		9,7	4,8	5	4
3. Frontaliers		1,9	-0,4		
B. POPULATION ACTIVE EN CHOMAGE		-19,3	26,4	44,4	0,5
1. Chômeurs complets indemnisés		-16,8	20,5	42,3	0,4
2. Chômeurs inscrits obligatoirement inoccupés		-2,2	3,5	1,6	0,4
3. Demandeurs d'emploi libres inoccupés		-0,3	2,4	0,5	-0,3
C. POPULATION ACTIVE TOTALE		34,9	22,9	21,4	16,5

PREVISIONS CONCERNANT LA POPULATION ACTIVE, L'EMPLOI ET LE CHOMAGE (01 SEPTEMBRE 92)
(Ministère de l'Emploi et du Travail)

PERIODE	JUIN 89	JUIN 90	JUIN 91	JUIN 92	JUIN 93
A. POPULATION ACTIVE OCCUPEE	3760,3	3814,5	3811	3788	3790
1. Salariés	3046,3	3088,9	3081	3053	3051
1.1. Secteur privé	2077,9	2117,7	2124	2102	2112
a. emploi normal	2044,1	2085,3	2094	2074	2087
b. programmes de remise au travail	33,8	32,4	30	28	25
1.2. Secteur public	968,4	971,2	957	951	939
a. emploi normal	779,8	786,7	783	781	770
b. programmes de remise au travail	98,6	95,8	85	83	82
c. forces armées	90,0	88,7	89	87	87
2. Indépendants et aidants	665,5	675,2	680	685	689
3. Frontaliers	48,5	50,4	50	50	50
B. POPULATION ACTIVE EN CHOMAGE	384,0	364,7	391,1	435,5	456
1. Chômeurs complets indemnisés	348,6	331,8	352,3	394,6	415
2. Chômeurs inscrits obligatoirement inoccupés	26,7	24,5	28	29,6	30
3. Demandeurs d'emploi libres inoccupés	8,7	8,4	10,8	11,3	11
C. POPULATION ACTIVE TOTALE	4144,3	4179,2	4202,1	4223,5	4246
A. POPULATION ACTIVE OCCUPEE		54,2	-3,5	-23	2
1. Salariés		42,6	-7,9	-28	-2
1.1. Secteur privé		39,8	6,3	-22	10
a. emploi normal		41,2	8,7	-20	13
b. programmes de remise au travail		-1,4	-2,4	-2	-3
1.2. Secteur public		2,8	-14,2	-6	-12
a. emploi normal		6,9	-3,7	-2	-11
b. programmes de remise au travail		-2,8	-10,8	-2	-1
c. forces armées		-1,3	0,3	-2	
2. Indépendants et aidants		9,7	4,8	5	4
3. Frontaliers		1,9	-0,4		
B. POPULATION ACTIVE EN CHOMAGE		-19,3	26,4	44,4	20,5
1. Chômeurs complets indemnisés		-16,8	20,5	42,3	20,4
2. Chômeurs inscrits obligatoirement inoccupés		-2,2	3,5	1,6	0,4
3. Demandeurs d'emploi libres inoccupés		-0,3	2,4	0,5	-0,3
C. POPULATION ACTIVE TOTALE		34,9	22,9	21,4	22,5

Chômeurs complets : Ecart par rapport au même mois de l'année précédente



Source : Ministère de l'Emploi et du Travail

Annexe 4

Economies en
millions de FAperçu des mesures du contrôle budgétaire 92

	Date d'entrée	1992	1993
1. <u>Chômage temporaire</u>			
- en 1992 : 3ième trimestre 0,80 %	3 trim. 92	<u>3500</u>	<u>5140</u>
- à partir de 1993 : 27 % à charge du F.F.E.			
2. <u>Chômeurs partiels involontaires</u>			
a) Limitation à 13 allocations	1/6/92	750	2300
b) Salaire maximal de 34.000 F	1/9/92	120	350
c) Cotisation capacitative	1/7/92	450	1800
d) Article 143 : durée de chômage des chômeurs partiels involontaires	1/7/92	50	300
e) délai d'attente de trois mois en cas de passage d'une occupation en temps plein à une occupation à temps partiel dans une même entreprise	1/7/92	P.M.	P.M.
f) Plan d'accompagnement	fin 92	P.M.	P.M.
g) Contrôle ONEm	1/7/92	50	100
	SUBTOTAL	1420	4850
3. <u>Article 143</u>			
a) - application aux bénéficiaires d'une indemnité d'attente	1/7/92	0	450
b) - diminution du report de la suspension en cas d'application de l'article 143 à l'interruption de chômage	1/7/92	0	300
c) entrée en vigueur effective de la suspen- sion le premier jour du 2ième mois au lieu du 4ième mois	1/7/92	50	140
	SUBTOTAL	<u>50</u>	<u>890</u>
4. <u>Diminution de 2.000 F par mois des allo- cations des personnes ayant interrompu leur chômage</u>	1/6/92	700	1050

5. <u>Défense de cumul de l'indemnité de chômage avec le suivi d'un programme d'enseignement complet</u>	1/9/92	225	650
6. <u>Transfert de 750 mio F du Fonds de Participation à l'ONEm</u>	najaar 92	750	-
7. <u>Adaptation du régime des avances de l'ONEm aux organismes de paiement</u>	dec. 92	12.000	-
8. <u>Limitation du cumul d'une indemnité d'interruption de carrière et d'une activité d'indépendant</u>	1/7/92	15	30
9. <u>Limitation d'interruption de carrière à mi-temps à 60 mois</u>	1/7/92	-	30
<u>TOTAL GENERAL :</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>	
Mesures structurelles	5.910	12.640	
One-shot	12.750	-	
	<u>18.660</u>	<u>12.640</u>	

APERCU DES MESURES EMPLOI ET TRAVAIL**CONCLAVE BUDGETAIRE 1993**

(août 93)

Rapport 1993**1. Prépension conventionnelle :**

- Relèvement âge d'accès.
- Suppression travail autorisé. 770 Mio

2. Plan d'accompagnement :

- Reflux chômeurs par mise au travail et sanction en cas de non-disponibilité. 920 Mio
- 0,1 % de la masse salariale du secteur privé doit être versé pour le plan d'accompagnement.
- 1 milliard sera prélevé en 1993 du budget du chômage, en fonction des nouvelles mesures pour l'emploi.

3. Aggravation sanctions en cas de refus et d'abandon d'emploi :

- Aggravation de 26 à 52 semaines et vers l'exclusion en cas d'intention d'abuser de la réglementation chômage ou de récidive. 2.000 Mio

4. Interruption du chômage :

- Allocation dégressive

1ère année : 8.504 F
2ème année : 6.500 F
3ème année : 4.500 F

4ème année : 2.500 F
5ème année : 0 F - mais maintien
droits sociaux et neutralisation dans
durée du chômage -

1.030 Mio

5. Modification de procédure art. 80 :

- La sanction d'arrêt des allocations
pour qui dépasse le double de la durée
moyenne du chômage, n'est plus différée.

300 Mio

Total : 5.020 Mio

Fiche 1**PREPENSION CONVENTIONNELLE : EMPLOI ET TRAVAIL****I. SITUATION ACTUELLE***** Age de la prépension :**

Un accord au sujet de la prépension conventionnelle a été conclu avec les partenaires sociaux le 6.6.1990.

Il a été convenu que l'âge de la prépension devait à terme, être harmonisé vers l'âge de 58 ans (sauf pour les entreprises en difficulté ou en restructuration pour lesquelles une dérogation a été prévue à 50 et 52 ans respectivement).

Pour ce faire, l'âge de la prépension a été relevé d'au moins 1 an au 1.1.1992, pour toutes les CCT qui fixent l'âge à 55 ans au moins (55 ans a donc été ramené à 56 ans). Une exception a cependant été faite pour les travailleurs qui prouvent une carrière d'au moins 38 ans. Pour ceux-ci l'âge a été maintenu à 55 ans.

*** Travail autorisé :**

Les personnes dont la prépension a pris cours après le 1.1.1987, sont assimilées à des prépensionnés quant au travail autorisé (c.à.d. que le revenu de prépensionné peut-être cumulé à un revenu limité d'un travail autorisé).

II. MESURE

Le Ministre de l'Emploi et du Travail a conclu avec les partenaires sociaux un accord au sujet de la prépension conventionnelle. Cet accord donne lieu aux mesures suivantes.

1. Harmonisation de l'âge de la prépension vers 58 ans :
 - l'âge de la prépension est porté de 56 à 57 ans, au 1.1.1994 au plus tard ;
 - l'âge de la prépension sera à nouveau relevé de 57 à 58 ans au cours de la période du 1.1.1995 au 31.12.1996 ;
 - pour les CCT qui prévoient encore un âge inférieur à 58 ans (ex-secteurs nationaux), l'âge sera relevé à 54 ans dans le courant de 1994, à 57 ans le 1.1.1997 au plus tard et à 58 ans au cours de la période du 1.1.1998 au 31.12.1999.
2. Les CCT de 55 ans pour les travailleurs comptant 38 ans de carrière peuvent être prolongées.
3. Pour les entreprises en difficultés la prépension n'est en principe accordée qu'à partir de 52 ans, et, exceptionnellement, à partir de 50 ans.
4. Pour les nouveaux prépensionnés, le travail autorisé est supprimé, et les partenaires sociaux élaboreront pour le 31.12.1992 au plus tard, en cadre instaurant un régime d'emplois de fin de carrière, par le biais d'une prépension à mi-temps.

III. MOTIVATION

Cet accord poursuit l'exécution de l'accord du 6.6.1990 concernant la prépension.

Un calendrier est fixé à fin d'aboutir à une harmonisation de l'âge de la prépension à 58 ans, pour toutes les entreprises, sauf pour celles en difficultés et en restructuration et pour les travailleurs comptant une carrière de 38 ans.

La mise au point d'un régime d'emplois de fin de carrière et la suppression du travail autorisé mettent en outre un terme au fait que nombre de prépensionnés cumulent leur prépension et une activité professionnelle, de façon incontrôlable.

IV. EFFET

L'effet de ces mesures se situe à trois niveaux :

1. L'influx de nouveaux prépensionnés est limité par :
 - le relèvement de l'âge de la prépension pour les entreprises en difficulté ;
 - l'harmonisation de l'âge vers 58 ans ;

- la suppression du travail autorisé et l'instauration d'un régime d'emplois de fin de carrière.
- 2. Le départ de prépensionnés augmentera (par suite de l'évolution démographique).
- 3. La cotisation capitative due pour les nouveaux prépensionnés a un effet cumulatif.

La répercussion budgétaire globale pour la période 1993 - 1994 se présente comme suit (voir tableau).

<u>1993</u>	<u>1994</u>	<u>1995</u>	<u>1996</u>
770 mio	1.928 mio	2.870 mio	3.980 mio

CONSEQUENCES BUDGETAIRES DE L'ACCORD CONCLU ENTRE LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL ET LES PARTENAIRES SOCIAUX - JUILLET 1992

	1993	1994	1995	1996
A. LIMITATION DES ENTREES	1. Limiter l'accès dans les entreprises en difficultés et en restructuration : (- 720 pers. sur base annuelle) Effet '93 : 133 mio <u>(720 x 31 000 x 12)</u> 2 2. Conséquences de l'augmentation de l'âge : 55 - > 56 au 1.1.1992 (200 x 31 000 x 12) <u>2</u> 37 mio 3. Introduction emplois de fin de carrière et suppression du travail autorisé (*) = (1 200 x 31 000 x 12) <u>2</u> 220 mio	1. Limiter l'accès dans les entreprises en difficultés et en restructuration : (- 720 pers.) : 266 mio 2. Conséquences de l'augmentation de l'âge : 56 - > 57 au 1.1.1994 (300 x 31 000 x 12) <u>2</u> 55 mio 3. Introduction emplois de fin de carrière et suppression du travail autorisé 1993 : 440 mio 1994 : 130 mio Limitation des entrées 5 % (700 x 31 000 x 12) <u>2</u> 220 mio	1. Limiter l'accès dans les entreprises en difficultés et en restructuration : (- 720 pers.) : 266 mio 2. Conséquences de l'augmentation de l'âge : 57 - > 58 au plus tard 31.12.1996 (1 200 x 31 000 x 12) <u>2</u> 220 mio 2. a. Conséquences de l'augmentation de l'âge en 1995 : <u>2</u> 260 mio 3. Introduction emplois de fin de carrière 1993 : 440 mio 1994 : 260 mio 1995 : 260 mio Limitation des entrées moins 5 % 1996 : 130 mio (700 x 31 000 x 12) <u>2</u> 130 mio	1. Limiter l'accès dans les entreprises en difficultés et en restructuration : (- 720 pers.) : 266 mio 2. Conséquences de l'augmentation de l'âge : 57 - > 58 au plus tard 31.12.1996 (1 200 x 31 000 x 12) <u>2</u> 220 mio 2. a. Conséquences de l'augmentation de l'âge en 1995 : <u>2</u> 260 mio 3. Introduction emplois de fin de carrière 1993 : 440 mio 1994 : 260 mio 1995 : 260 mio Limitation des entrées moins 5 % 1996 : 130 mio (700 x 31 000 x 12) <u>2</u> 130 mio
B. AUGMENTATION DES DEPARTS	1. 500 x 31 000 x 12 186 mio	Effet départs 1993 : 372 mio Nouvel effet augmentation des départs 1994 : 93 mio (500 x 31 000 x 12) <u>2</u> 372 mio	Effet départs 1993 : 372 mio Effet départs 1994 : 186 mio Nouvelle augmentation des départs 1995 : 93 mio (500 x 31 000 x 12) <u>2</u> 372 mio	Effet départs 1993 : 372 mio Effet départs 1994 : 186 mio Effet départs 1995 : 186 mio Nouv. augm. des départs 1996 : 93 mio (500 x 31 000 x 12) <u>2</u> 372 mio
C. INDEMNITE CAPITATIVE	Rapport 1993 : 194 mio (4 500 x 36 000 fr.) + 9 400 x 24 000 fr. <u>2</u> (*) 2	Rapport 1993 : 388 mio Rapport 1994 : 184 mio (4 500 x 36 000 fr.) + 9 800 x 24 000 fr. <u>2</u> (*) 2	Rapport 1993 : 388 mio Rapport 1994 : 368 mio Rapport 1995 : 200 mio (4 500 x 36 000 fr.) + 9 900 x 24 000 fr. <u>2</u> (*) 2	Rapport 1993 : 388 mio Rapport 1994 : 368 mio Rapport 1995 : 400 mio Rapport 1996 : 151 mio (4 500 x 36 000 fr.) + 5 900 x 24 000 fr. <u>2</u> (*) 2
TOTAL	770 mio	1 928 mio	2 870 mio	3 980 mio

(*) : Limitation de l'influx de 7.5 % du fait que l'on poursuit un travail à temps plein ou que l'on prend un emploi de fin de carrière au lieu de prendre la pré pension à temps plein.

(**) : Il faut tenir compte du fait qu'un emploi en fin de carrière produit une 1/2 allocation de chômage.

(***) : Il faut tenir compte des conséquences des autres mesures sur l'influx de pré pensionnés. La cotisation capacitive pour pré pensionnés dans les entreprises en restructuration est fixée à 36.000 francs par an en moyenne; pour les pré pensionnés "normaux" cette cotisation est fixée à 24.000 francs par an.

Fiche 2**PLAN D'ACCOMPAGNEMENT****A. Historique :**

- activer la politique à l'égard des chômeurs (cfr. critique de l'OCDE) ;
- améliorer la coopération entre Communautés et Régions (missions organiques : placement des chômeurs et formation professionnelle) et l'autorité nationale (mission organique : réglementation du chômage).

B. Résumé :

Le point essentiel de la politique d'insertion devient un plan individuel d'accompagnement des chômeurs.
Tous les chômeurs concernés ont droit à l'offre d'un plan.
Le refus d'y répondre aura des suites sur les allocations du chômage.

C. Qui ?

Tous les chômeurs complets indemnisés à temps plein, âgés de moins de 46 ans, qui commencent leur 9ième mois de chômage, ainsi que les jeunes bénéficiant d'une indemnité d'attente et qui ont la même durée d'inactivité (6 mois de stage d'attente + 3 mois d'allocations).

D. Comment ?

- l'ONEM et les services régionaux s'entendent concernant la liste mensuelle des personnes concernées ;
- dans une première phase - les intéressés sont convoqués par les services régionaux qui établissent un diagnostic de la situation des chômeurs concernés et les informent de leurs possibilités sur le marché de l'emploi,
dans une seconde phase - les services régionaux présentent au chômeurs concernés un programme d'action contenu dans une convention d'accompagnement (une formation, un emploi ou une combinaison des deux) ;
- la (non)-participation aura des conséquences dans le chômage.

E. Conséquences supplémentaires du chômage :

Si le chômeur refuse le plan ou échoue par sa propre faute
-> radiation ou suspension du chômage.
Si le chômeur échoue pour d'autres motifs -> il bénéficie
des "avantages" du plan (crédit de 6 mois envers l'appli-
cation de l'ancien art. 143.

F. Financement :

Le financement est assuré par une cotisation de 0,10 %
calculée sur la rémunération et perçue par l'ONSS.
Le rapport de cette cotisation est estimé à 2.000 millions
dont 200 millions sont destinés à l'ONEM pour les frais de
suivi, 1.000 millions sont destinés aux activités d'accom-
pagnement et 800 millions aux formations supplémentaires.

G. Mesures complémentaires :

Les mesures existantes nationales et régionales seront
ciblées vers le public concerné :

- la réglementation de stage ;
- les mesures de réduction de cotisations de sécurité
sociale ;
- les programmes de résorption et les incitants à l'em-
bauche.

Un milliard du budget des allocations de chômage sera
utilisé à des interventions financières pour les employ-
eurs qui engagent un chômeur qui sort du plan d'accompa-
gnement, en vue de diminuer le coût des charges sociales.
Une intervention de 10.000 F/ mois pendant un an est
envisagée.

H. Economies :

1993 : 920 millions
1994 : 2.000 millions
1995 : 2.750 millions
1996 : 3.300 millions

ECHANGE DE DONNEES

A. Résumé :

Avant la régionalisation/communautarisation de l'ONEM de l'information circulait en les différents services ; donc par après les parties contractantes sont convenues que des informations doivent circuler concernant :

- 1) Non réponse à une convocation.
- 2) Refus d'emploi.
- 3.1) Refus de formation professionnelle.
- 3.2) "Licentierement" pendant une formation professionnelle.

B. Historique :

Accords de décembre 1988 et décembre 1990 et juin 1991 dont les résultats sont pauvres.

Les instructions des différents organismes s'écartent sur un point ou l'autre des accords et la volonté d'appliquer les accords semblent manquer dans les institutions.

C. Accord :

- 1) Un engagement des partenaires communautaires et/ou régionaux de tenir à la disposition de l'ONEM une copie des convocations pour un emploi ou une formation professionnelle.
- 2) Un engagement de provoquer un système d'échange d'information dont l'exécution soit effective et correcte.
- 3) Un engagement de faire harmoniser l'application de l'accord dans les différents organismes dans l'esprit d'une nouvelle description des cas devant faire l'objet d'une transmission.
- 4) Un engagement d'échanger dans les cas nécessaires les informations complémentaires nécessaires.

Fiche 3

**AGGRAVATION DES SANCTIONS EN CAS D'ABANDON OU
DE REFUS D'EMPLOI**

Situation actuelle :

Le chômeur qui abandonne son emploi sans motif légitime, risque la suspension de ses allocations durant 4 à 26 semaines.

S'il veut, par cet abandon, profiter du chômage la suspension sera de 13 à 26 semaines.

La sanction moyenne pour un tel abandon d'emploi est actuellement de 10 semaines.

En cas de refus de travail (c.à.d. refuser un emploi sans raison valable) la suspension est normalement de 4 à 26 semaines.

S'il a ainsi, l'intention de profiter du chômage, la sanction est de 13 à 26 semaines.

La sanction moyenne en cas de refus est actuellement de 17 semaines.

Proposition :

En cas d'abandon ou de refus d'emploi, les sanctions sont aggravées jusqu'à une suspension de 26 à 52 semaines au maximum.

En cas d'intention d'abuser de la réglementation chômage ou de récidive l'exclusion est possible ; c.à.d. qu'il faut d'abord remplir à nouveau les conditions d'accès en allant travailler à nouveau avant de réobtenir le bénéfice d'allocations.

De surcroît, les mêmes sanctions seront appliquées aux chômeurs qui dans le cadre du "plan d'accompagnement" (éventuellement formation comprise) adoptent une attitude négative en montrant qu'ils ne sont pas entièrement disponibles sur le marché de l'emploi.

Economie :

Compte tenu du projet de nouveau protocole d'échange de données entre les services régionaux de placement et l'ONEM national sur les refus et abandons d'emploi, ces aggravations de sanctions rapporteront en 1993 2 milliards d'économie sur les dépenses de chômage.

Economies de 1994 à 1996 :

1994 :	2.900 Mio
1995 :	3.600 Mio
1996 :	4.300 Mio

Fiche 4**INTERRUPTION DU CHOMAGE.****Situation actuelle.**

Un chômeur complet indemnisé peut obtenir temporairement une exemption totale du contrôle et de la disponibilité sur le marché de l'emploi pour des raisons sociales ou familiales déterminées (par exemple : éducation des enfants ou soins à un parent cohabitant).

Mesure :

Le régime est maintenu.

Le chômeur peut encore bénéficier du régime durant 5 ans au maximum.

L'allocation mensuelle devient cependant dégressive comme suit :

1er année : 8.504 F/mois

2e année : 6.500 F/mois

3e année : 4.500 F/mois

4e année : 2.500 F/mois

5e année : 0 F/mois (durant cette 5e année, l'intéressée bénéficie toujours d'une exemption de tous ses droits sociaux. De plus, cette 5e année est neutralisée dans le cadre du calcul de la durée du chômage pour l'application de l'article 80 et suivants de l'arrêté sur le chômage (précédemment art. 143).

Economie :

En 1993 : 1.030 Millions.

De 1994 à 1996 : 1.000 Mio par an

Fiche 5

MODIFICATION PROCEDURE ART. 80 ET SUIVANTS
ARRETE SUR LE CHOMAGE

Situation actuelle :

Quiconque est sanctionné en vertu de l'article 80 (dépassement du double de la durée moyenne du chômage dans sa région et dans son propre groupe) perd le bénéfice de l'allocation à partir du 1er jour du second mois qui suit la date à laquelle le chômeur dépasse le double de cette durée).

Exemple : la durée double est atteinte le 10 mai ; la sanction prend cours le 1er juillet au plus tôt.

Si, à ce moment là, la Commission administrative nationale ne s'est pas encore prononcée sur le recours que le chômeur aura éventuellement interjeté contre cette décision de suspension, une sanction éventuelle peut prendre cours au plus tôt le lundi qui suit le prononcé.

Ceci est cause qu'actuellement une telle sanction ne prend cours en moyenne que 3 mois après le dépassement du double de la durée.

Proposition :

Le report de la sanction de l'article 80 et suivants est supprimé.

Cela signifie que les allocations seront suspendues dès que le chômeur atteint le double de la durée, même s'il intente une procédure de recours. Si le recours interjeté est fondé, les paiements suspendus sont repris avec effet rétroactif.

Cette mesure aura, en outre, un effet dissuasif sur l'introduction systématique de recours non fondés.

Economie :

En 1993 :	300 millions
De 1994 à 1996 :	200 millions par an.

PLAN PLURIANNUEL : EMPLOI ET TRAVAIL

	<u>1993</u>	<u>1994</u>	<u>1995</u>	<u>1996</u>
<u>Prépension</u>	770	1.928	2.870	3.980
<u>Plan d'accompagnement</u>	920	2.000	2.750	3.300
<u>Sanctions</u>	2.000	2.900	3.600	4.300
<u>Interruption de chômage</u>	1.030	1.000	1.000	1.000
<u>Article 80</u>	300	200	200	200
<u>TOTAL</u>	<u>5.020</u>	<u>8.028</u>	<u>10.420</u>	<u>12.780</u>

MESURES SUPPLEMENTAIRES

03/08/92

1)	Entrée en vigueur du renforcement des sanctions en cas d'abandon et de refus de travail (minimum 6 mois) au 1.10.92 :	260 mio F
2)	Réduction de 25 % de l'indemnité compensatoire de change des travailleurs frontaliers en France :	100 mio F
3)	Instauration d'une période de carence de 4 mois pour la perception des allocations de chômage en cas de cessation du contrat de travail après la période d'interruption de carrière (avec exception pour la cessation de contrats dans une entreprise reconnue comme entreprise en difficulté, ou, en application d'un plan de restructuration agréé.	100 mio F
4)	Réduction du nombre d'étapes dans la procédure articles 80 et suivants	200 mio F
5)	Octroi plus sélectif de la dispense du contrôle de chômage et diminution de 15 % des allocations de chômage des dispensés se mettant bénévolement à la disposition d'ASBL ou de services publics.	150 mio F
TOTAL		<u>810 mio F</u>

ANTICIPATION AU 1/10/92 DU RENFORCEMENT DES SANCTIONS**EN CAS D'ABANDON ET DE REFUS D'EMPLOI****(minimum 6 mois)**

Cette anticipation au 1/10/92 aura pour effet que les sanctions prononcées au cours du dernier trimestre 92 auront pour suite une suspension des allocations de chômage d'au moins 26 semaines au lieu d'une moyenne actuelle de 10 semaines.

Le renforcement des sanctions dans ces cas aura une répercussion complète en 93.

RAPPORT : 260 mio F en 93

Fiche 6

REDUCTION DE L'INDEMNITE COMPENSATOIRE
DE CHANGE DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS EN FRANCE

A. Situation

En 1973 un système a été introduit par lequel les travailleurs frontaliers travaillant en France et habitant en Belgique recevaient une indemnité supplémentaire afin de compenser la rémunération inférieure résultant de la perte de change contemporaine.

A présent l'avantage est seulement octroyé à ceux qui le recevaient déjà avant 01.04.1987.

B. Mesure

Il est proposé de diminuer l'avantage pour le dernier groupe. Pour des raisons sociales seules une diminution de 25 % est accordée . La mesure est motivée comme suit :

- les rémunérations réelles ont augmenté 20 % plus vite en France qu'en Belgique à partir de 1973 ;
- pas de différence entre les travailleurs frontaliers avant et après 01.04.1987 ;
- pas de différence entre les travailleurs frontaliers selon le pays où ils travaillent.

C. Recette

Actuellement 4.000 personnes reçoivent une indemnité d'une moyenne de 7.200 Fr/mois.

Une diminution de 25 % rapporte 100 mio F par an.

Réduction du nombre d'étapes dans la procédure "art. 143"

Situation actuelle

Il y a actuellement 2 étapes dans la procédure :

- a. Possibilité de recours auprès de l'inspecteur du chômage et/ou Commission administrative nationale
- b. Audition officielle obligatoire avant la notification de la sanction par l'Inspecteur.

Décision

Supprimer cette dernière audition, parce qu'en vertu de l'article 143, des données objectives sont appréciées (revenu, durée, statut) qui ne doivent pas l'être une seconde fois.

Rendement

200 Mio en 1993 (calculé sur la base du nombre d'annulations de sanctions, qui ont lieu à ce stade.
De 1994 à 1996 : 200 Mio par an.

Octroi plus sélectif des dispenses
de contrôle des chômeurs

Situation actuelle

- A. Des dispenses de contrôle du pointage et de la disponibilité sur le marché de l'emploi sont accordées aux chômeurs pour permettre la préparation à une installation comme indépendant ou à la création d'une entreprise (durée 6 mois).
- B. Des dispenses de contrôle du pointage sont accordées aux chômeurs qui se mettent bénévolement à la disposition d'un service public, d'un organisme d'intérêt public, ..., d'une association sans but lucratif.

Décision

- A. Suppression de la mesure existante pour les chômeurs concernés.
- B. Diminution de 15 % des allocations des chômeurs concernés.

Rapport

- A. 30 mio F
- B. 120 mio F
- TOTAL 150 mio F**

ACCES AU CHOMAGE APRES UNE INTERRUPTION DE CARRIERE

SITUATION

L'on s'attend à environ 57.000 interruptions de carrière en 1993.

Les entrées et les sorties s'élèvent au moins à un tiers des allocataires, soit à 19.000.

Une interruption de carrière sert souvent de période de passage au chômage. En fin d'interruption de carrière l'on demande alors à l'employeur d'être licencié pour manque d'emploi approprié ou pour cause de restructuration.

MESURE

Instauration d'une période de carence de 4 mois, au cours de laquelle il n'est pas possible de bénéficier d'une allocation de chômage) en cas de cessation du contrat de travail dans les six mois suivant la fin de l'interruption de carrière. Cette période de carence prend cours après la période couverte par l'indemnité de licenciement.

Cette mesure ne s'applique pas si le licenciement a lieu dans une entreprise reconnue comme étant en difficulté ou dont un plan de restructuration est agréé.

RAPPORT

Estimé à 100 millions l'an.

Note sur l'égalité des chances - Conseils des Ministres

Budget avec dépenses détaillées par an

(approuvé Conseil des Ministres du 17 juillet 1992)

<u>Note budget égalité des chances</u>		<u>1992</u>	<u>1993</u>	<u>1994</u>
1.	Femmes et harcèlement sexuel			
1.1.	Projet-pilote pour l'accompagnement thérapeutique des auteurs de harcèlement sexuel. Deux équipes sont proposées en 1992 (F/N) et quatre en 1993 (2F/2N).			
-	personnel :			
-	assistances en partie de criminologues-secrétaires d'administration 2 par projet	6.000.000	12.000.000	12.000.000
-	chef(s) de projet	1.500.000	3.000.000	3.000.000
-	consultations spécialisées (de psychiatres, personnel soignant, andrologues...)	300.000	600.000	600.000
-	fonctionnement :			
-	frais de fonctionnement	1.400.000	2.800.000	2.800.000
-	achat de matériel spécialisé (machine de mesure)	800.000	800.000	
		-----	-----	-----
		10.000.000	19.200.000	18.400.000
	TOTAL			

1.2. Optimisation du Set Agression Sexuelle implication des groupes cibles dans l'amélioration de la position juridique des victimes d'agression (police, gendarmerie, médecin légiste, labo judiciaire, magistrats du parquet) au moyen d'une nouvelle campagne d'information, conciliation interne chez le public-cible - campagne d'information - édition brochure - frais de déplacement organisation conciliation interne ----- TOTAL	1.500.000 500.000 ----- 2.000.000	2.000.000 3.000.000 ----- 5.000.000	
1.3. Accueil des victimes d'agressions projets-pilotes dans 6 communes en 1992, dans 12 communes en 1993 - locaux d'accueil adaptés - appareillage vidéo screen-off spécialisé formation - permanence (24h sur 24) ----- TOTAL	1.800.000 200.000 ----- 2.000.000	3.600.000 1.400.000 ----- 5.000.000	----- 5.000.000

2. Famille et Travail Répartition des tâches ménagères : action de sensibilisation à grande échelle avec appel au bureau de publicité qui utilise le type de média le plus adéquat : - spot T.V. : création, temps d'émission - journaux : création, espace - (6 journaux x 3 parution x 1/4 page) - affiches (affiches le long des routes et affichettes): - projet d'imprimeur - dépliant - slogan de la campagnes et autre matériel de promotion ----- TOTAL		----- 2.000.000 -----	----- 10.000.000 -----
3. Femmes et Migrants 3.1. Etablissement de modèles de migrants turcs et marocains qui ont réussi dans leur vie professionnelle - recherche scientifique - frais de fonctionnement - suivi vers public via publication	1.660.000 150.000 690.000		

3.2. Examen de la position juridique des femmes filles migrantes	- recherche scientifique - frais de fonctionnement - suivi vers public via publication	1.660.500 150.000 690.000 ----- 5.000.000 -----	----- -----	1.660.000 700.000 500.000
TOTAL	-----	-----	-----	500.000
4. Femmes sur le marché de l'emploi	-----	-----	-----	1.660.000 700.000 500.000
4.1. Femmes dans le secteur public	- à la disposition d'experts - comme coordinateur pour ministères nationaux et services publics - frais de fonctionnement et installation - organisation 2 x par an d'un séminaire + matériel - d'accompagnement pour toutes les actions positives fonctionnaires - installation d'un système informatique étendu pour le traitement des rapports analytique en concordance avec la banque de données du Ministère de la Fonction publique - création d'une banque de données pour les actions positives dans les administrations locales comme aide pour le fonctionnaire actions positives	1.660.000 500.000 500.000	1.660.000 700.000 1.000.000	1.660.000 700.000 500.000
- installation d'un système informatique étendu pour le traitement des rapports analytique en concordance avec la banque de données du Ministère de la Fonction publique - création d'une banque de données pour les actions positives dans les administrations locales comme aide pour le fonctionnaire actions positives		5.000.000 2.300.000 ----- 9.960.000	2.000.000 2.600.000 ----- 7.960.000	2.000.000 2.600.000 ----- 7.460.000
TOTAL	-----	-----	-----	-----

4.2. Femmes dans le secteur privé				
- accompagnement des actions positives par un expert		1.660.000	1.660.000	
- installation et frais de fonctionnement		340.000	340.000	
TOTAL		2.000.000	2.000.000	
TOTAL GENERAL		31.000.000	41.160.000	42.860.000

Ref. HDL/MJV
080992

RESUME BUDGET EMPLOI ET TRAVAIL
(en millions de F)

	<u>1991</u> (sans location)	<u>1992</u>	<u>1993</u>
1. Dépenses du cabinet	58,2	63,4	66,9
2. - Frais de personnel	1719,5	1402,5	1466,1
- Frais d'administration		370,2	381,1
- Achat de matériel		120,7	96,4
3. Petits postes : département	5,9	8,0	8,3
4. Postes importants : département			
a. <u>Secrétariat général et services administratifs généraux</u>			
- Contract avec le citoyen		31,0	41,2
- Egalité des chances	-	-	67,0
- Contribution O.I.T.	79,2	83,5	86,6
- Contribution O.I.T. : le travail des enfants	-	1,0	1,0
- Euroguichets	0,3	0,5	0,5
- Aide bilatérale (Pays de l'Est)	46,0	30,4	30,8
- Professeur BLANPAIN	-	-	0,5
- Service médical de l'Etat	-	-	10,0
b. <u>Service des relations collectives de travail</u>			
- Conseil National du Travail	76,0	79,8	83,8
c. <u>Commissariat Général</u>			
- Actions en faveur de la promotion sociale des travailleurs	19,8	19,0	19,8
- Colloque international : Famille et Travail	-	7,0	-
- Formation des représentants des travailleurs	40,0	35,0	36,0
- Institut Royal des Elites du Travail	19,5	20,7	21,5
- INRCT	29,7	34,9	35,9

d. Administration de la Sécurité du Travail

- Fonds des Rayons Ionisants	4,0	130,0	202,5
------------------------------	-----	-------	-------

e. Administration de l'Emploi

- Congé-éducation payé	1430,0	1555,0	1867,0
- Chômage : ONEm	2442,0	2442,0	2442,0
- Chômage : Pool des Marins	191,5	191,5	191,5
- Prépensions : ONEm	8000,0	8000,0	8000,0
- Prépensions : Rentes	210,5	213,4	218,5
- Prépensions : agences des douanes	-	-	40,0
- Remise au travail (1) (voir annexe)	8020,5	10.674,0	11.346,5
- Aide C.E.C.A. : pécules d'attente	400,7	152,8	200,1
- Droits de Tirage	12.597,4	12.597,4	12.597,4
- Fonds Européen Social : actions en faveur des groupes à risque	329,6	409,3	308,9

f. Politique scientifique

- Etudes	4,0	9,0	9,2
----------	-----	-----	-----

TOTAL

35.724,3 38.651,1 39.877,0

- (1) En 1991 le FFE a fourni une avance sans intérêts d'un milliard F. Ainsi les crédits de cette année ont pu être diminués d'un milliard de F.

Annexe 1REMISE AU TRAVAIL : 10,674 mio F

	<u>1992</u>	<u>1993</u>
- Aménagement du temps de travail dans les établissements hospitaliers	6,0	6,0
- Crédit pour l'intégration des chômeurs de longue durée (Fonds Table Ronde)	155,3	159,8
- Crédit pour l'intégration des travailleurs en incapacité de travail	25,0	25,7
- Fonds de l'emploi		
- Dépenses aux Régions et Communautés relatives au Plan d'accompagnement	-	1800
- Dépenses aux entreprises relatives au Plan d'accompagnement	-	120
- Promotion de l'emploi dans les hôpitaux et IMP	130,0	50
- Initiatives en faveur des groupes à risque (0,18 % - 0,25 %)	800,0	500
- Promotion de l'emploi dans les services relevant de la protection de la jeunesse (recyclage de la modération salariale de 2 %)	420,2	489
- Subvention à l'ONEm (action 3-3-5 et subsides pour les frais du plan d'accompagnement)	1.075,0	400
SUBTOTAL :	2.425,2	3.359
- ONEm		
- Interruption de carrière	7.166,6	6.932,5
- Contractuels subventionnés dans les pouvoirs nationaux	874,4	850,5
- Diverses	21,5	13,0
SUBTOTAL :	8.062,5	7.796,0
TOTAL GENERAL	: 10.674,0	11.346,5

**BUDGET 1993
REGROTING 1993**

(En milliers de francs)
(In duizendtallen frank)

Art. 42.01.

Subvention accordée à l'Office national de l'Emploi relative au chômage et à l'emploi.

Les prévisions de recettes et de dépenses de l'O.N.E.M. pour 1993, s'établissent

I. Dépenses

- a) Allocations de chômage
 - 1) Avances aux organismes de paiement :
 - à charge de l'ONEM
 - à charge du F.F.E.
 - 2) Autres (annulation de créances, détournements et allocations)
- b) Intervention dans les frais d'administration des organismes de paiement
- c) Bonifications de chômage aux frontaliers en France
- d) Allocations complémentaires aux travailleurs frontaliers âgés
- e) Dépenses de fonctionnement des services administratifs
- f) Frais de fonctionnement O.N.E.M. à charge F.F.E.
- g) Remboursements et intérêts sur cotisation spéciale et unique de sécurité sociale
- h) Remboursement de prêts
- i) Intérêts sur découverts ONEM
- j) Intervention dans le programme de remise au travail

Total des dépenses :

II. Recettes :

- a) Transfert de contributions sociales :
 - Cotisations sociales
 - Fonds national de retraite des ouvriers mineurs
 - Administration des Pouvains locaux
 - Pool des aéronefs

Art. 42.01.

Toelegte verleend aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in verband met de werkloosheid en de werkgelegenheid.

Ontvangsten en uitgaven van de R.V.A. voor 1993 worden als volgt geraamd :

I. Uitgaven

- a) Werkloosheidsuitkeringen
 - 1) Voorschotten aan de uitbetalingsinstellingen :
 - ten laste van de R.V.A.
 - ten laste van F.S.O.
 - 2) Andere (vermietiging van schuldvorderingen, ontvreesdingen en vergoedingen).
- b) Tegemoetkoming in de bestuurskosten der uitbetalingsinstellingen
- c) Wissekoersslag aan grensarbeiders in Frankrijk
- d) Aanvullende uitkeringen aan bejaarde grensarbeiders
- e) Werkingsuitgaven van de administratieve diensten
- f) Werkingskosten R.V.A. ten laste van F.S.O.
- g) Terugbetalingen en interesten op bijzondere en eenmalige bijdrage van de sociale zekerheid
- h) Aflossing openstaande leningen
- i) Interesten op tekorten R.V.A.
- j) Tussenkost in het tewerkstellingsprogramma

Totaal voor de uitgaven :

II. Ontvangsten :

- a) Overdracht van de sociale bijdrage :
 - Sociale bijdragen
 - Nationaal pensioenfonds voor arbeiders
 - Administratie van de lokale besturen
 - Pool der Zeelieden

BUDGET 1993
BEGROTING 1993

(En milliers de francs)
(In duizendtalien frank)

Art. 42.04. - Subvention en matière de prépensions.

F12 - Dépenses :

Prépensions conventionnelles (convention n° 17)

II. - Recettes :

- FEF - modération salariale
- Recettes propres de l'ONEM
- Recettes complémentaires provenant des montants capitalifs

Total des recettes :

Les dépenses s'élèvent à

Les recettes s'élèvent à

Le solde de l'Etat s'élève à

Art. 42.04. - Toelage inzake brugpensioenen.

I. - Uitgaven :

Overeengekomen brugpensioenen (conventie nr. 17)

II. - Ontvangsten :

- FEF - loonmatiging
- Eigen ontvangsten van de R.V.A.
- Bijkomende ontvangsten ingevolge de capitalieve bijdragen

Totaal van de ontvangsten

De uitgaven bedragen

De ontvangsten bedragen

De Staatstoeilage bedraagt

09.1992

PC-P91A

BUDGET 1993
BEGROTING 1993

(En milliers de francs)
(in duizendtallen frank)

Art. 42.07. - Dépenses inhérentes à la mise au travail de chômeurs - Régime général

Le solde de l'Etat s'élève à

13.000

De Staatssolde bedraagt

13.000

Art. 42.07. - Uitgaven inherent aan de tewerkstelling van werklozen - Algemeen stelsel.

BUDGET 1993
BEGROTING 1993

(En milliers de francs)
(In duizendtallen frank)

Art. 42.09. - Subvention accordée à l'Office national de l'emploi relative aux programmes de remise au travail		Art. 42.09. - Toelage verleend aan de Rijkdienst voor Arbeidsvoorziening in verband met de programma's voor hertemerkstelling.	
1. Dépenses		I. Uitgaven	
1. Allocations de remplacement		1. Onderbrekingspremies	7.002.500
2. Frais de fonctionnement de l'ONEM relatifs au programme de résorption du chômage		2. Werkingskosten van de R.V.A. in verband met de programma's tot opslorping van de werkloosheid.	-
3. Régimes de remise au travail.		3. Hertemerkstellingssteels.	10.000
Total des dépenses		Totaal van de uitgaven	7.012.500
II. Recettes :		II. Ontvangsten :	
Divers		Diversen	80.000
Total des recettes		Totaal van de ontvangsten	80.000
Le solde de l'Etat, qui représente la différence entre les recettes et les dépenses s'élève à :		De Staatssolde die het verschil tussen de ontvangsten en de uitgaven aantoont, bedraagt :	
Dépenses :		Uitgaven :	7.012.500
Recettes :		Ontvangsten :	80.000
			6.932.500

PC-P91A

03.1992

BUDGET 1993
BEGROTING 1993

(En milliers de francs)
(In duizendtallen frank)

Art. 42.11. - Dépenses inhérentes à l'engagement de contractuels subventionnés.

I. - Dépenses :

1. Primes normales

2. Primes spéciales

Totaal des dépenses

400.500

457.900

858.400

II. - Recettes :

Remboursements divers

Le subside de l'Etat qui représente la différence entre les dépenses et les recettes s'élève à

7.900

850.500

Art. 33.04. - Paiment à l'intervention de l'Office national de l'Emploi, des indemnités d'attente aux travailleurs victimes de certaines fermetures d'entreprises et des primes de départ aux travailleurs licenciés des charbonnages

Le subside de l'Etat s'élève à

200.100

Art. 42.11. - Uitgaven inherent aan de aanwerving van gesubsidieerde contractuelen.

I. - Uitgaven :

1. Gewone premies

2. Speciale premies

Totaal voor de uitgaven

400.500

457.900

858.400

II. - Ontvangsten :

Verschillende uitgaven

De Staatstoeleage die het verschil is tussen de uitgaven en de ontvangsten bedraagt

7.900

850.500

Art. 33.04. - Betaling, door toedoen van de Rijkdienst voor arbeidsvoorziening van de wachtgelden aan de werkmakers die getroffen werden door sommige sluitingen van ondernemingen en van vertrekpremieën aan ontslagen werkmakers van steenkoolmijnen.

De Staatstoeleage bedraagt

200.100

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

ADMINISTRATION DE L'EMPLOI

DIRECTION DE L'ETUDE DES PROBLEMES DU TRAVAIL

CHOMAGE ET MESURES DE REMISE AU TRAVAIL

DONNEES DE BASE

Juillet 1992

LES TABLEAUX STATISTIQUES

- Tableau 1 : Le chômage dans son ensemble
- Tableau 2 : Le chômage réparti par région
- Tableau 3 : Les taux de chômage
- Tableau 4 : Les flux d'entrées et de sorties du chômage
- Tableau 5 : Les indicateurs de sous-emploi
- Tableau 6 : Les mesures de remise au travail

LES GRAPHIQUES

- Graphique 1 : L'évolution du chômage
- Graphique 2 : L'évolution du chômage dans les trois régions
- Graphique 3 : L'évolution des taux de chômage (Belgique et C.E.E.)
- Graphique 4 : L'évolution des entrées et des sorties du chômage
- Graphique 5 : L'évolution du nombre des inoccupés

DEFINITIONS DES DIFFERENTS CONCEPTS UTILISES

Sources : ONEM, O.M.S.S. , O.M.S.S. - A.P.L. , M.E.T., O.M.P. , I.N.S.

Période	D.E. inoccupés (1)	Chômeurs complets indemnisés											
		Total		Age				durée					
				<25 ans		>25 ans		<1 an		>1 an			
				C.A.	Ecart(*)	C.A.	Ecart(*)	C.A.	Ecart(*)	C.A.	Ecart(*)		
1989	419.304	-8,7	363.937	-8,5	80.751	-16,1	283.186	-6,0	130.198	-3,0	233.738	-11,1	
1990	402.790	-4,0	347.931	-4,3	72.760	-9,4	275.171	-2,8	134.742	3,5	213.189	-8,7	
1991	429.496	6,6	368.732	6,0	80.289	10,3	288.443	4,8	158.574	17,7	210.158	-1,4	
1991													
Janvier	423.113	2,1	369.221	2,1	82.863	3,2	286.358	1,8	158.258	12,2	210.963	-4,4	
Février	418.873	4,9	371.917	4,2	85.249	7,4	286.668	3,2	162.320	16,8	209.597	-3,9	
Mars	405.733	5,1	365.875	4,1	84.821	9,7	281.054	2,5	159.882	17,7	205.993	-4,5	
Avril	397.812	6,4	361.254	5,5	81.826	12,2	279.428	3,6	157.077	20,3	204.177	-3,7	
Mai	389.918	6,9	354.397	5,7	77.273	12,3	277.124	4,0	151.617	20,8	202.780	-3,4	
Juin	391.116	7,2	352.337	6,2	74.514	12,4	277.823	4,6	150.159	21,3	202.178	-2,8	
Juillet	443.814	6,1	372.827	5,8	81.740	10,9	291.087	4,5	162.337	18,2	210.490	-2,1	
Août	460.373	7,5	379.080	7,3	82.726	13,2	296.354	5,7	164.309	19,0	214.771	-0,2	
Septembre	455.422	7,5	368.915	7,4	78.681	12,7	290.234	6,0	155.781	19,0	213.134	0,3	
Octobre	456.288	8,5	372.738	8,2	78.176	11,9	294.562	7,4	157.775	17,4	214.963	2,3	
Novembre	452.233	8,3	372.715	7,8	76.233	10,0	296.482	7,2	157.313	15,6	215.402	2,7	
Décembre	459.256	8,5	383.510	7,8	79.369	9,6	304.141	7,3	166.058	15,0	217.452	2,8	
1992													
Janvier	461.146	9,0	399.439	8,2	89.836	8,4	309.603	8,1	176.797	11,7	222.642	5,5	
Février	451.391	7,8	399.335	7,4	90.930	6,7	308.405	7,6	176.745	8,9	222.590	6,2	
Mars	443.101	9,2	399.744	9,3	92.000	8,5	307.744	9,5	177.246	10,9	222.498	8,0	
Avril	438.810	10,3	398.378	10,3	89.592	9,5	308.786	10,5	174.173	10,9	224.205	9,8	
Mai	430.457	10,4	391.924	10,6	85.108	10,1	306.816	10,7	167.451	10,4	224.473	10,7	
Juin	435.721	11,4	394.670	12,0	84.041	12,8	310.629	11,8	168.506	12,2	226.164	11,9	
Juillet	488.280	10,0	418.838	12,3	91.747	12,2	327.091	12,4	181.606	11,9	237.232	12,7	

(*) Ecart en % à douze mois.

vent

426093 12,4 92817 12,2 333266 13,5

Chiffres complets industriels répartis par région								
Période	Pays		Flandre		Wallonie		Bruxelles	
	C.A.	Ecart(°)	C.A.	Ecart(°)	C.A.	Ecart(°)	C.A.	Ecart(°)
1989	363.937	-8,5	166.054	-14,3	155.678	-3,1	42.204	-2,8
1990	347.931	-4,3	152.622	-7,9	153.796	-1,2	41.513	-1,6
1991	368.732	6,0	160.052	4,9	163.613	6,4	45.067	8,6
1991	369.221	2,1	161.536	-1,0	164.978	5,3	42.707	2,1
Janvier	371.917	4,2	163.586	2,0	164.481	5,6	43.850	7,2
Février	365.875	4,1	159.917	2,5	162.683	5,4	43.275	5,1
Mars	361.254	5,5	156.189	4,4	161.604	6,7	43.461	5,0
Avril	354.397	5,7	151.426	4,2	159.201	6,7	43.770	7,4
Mai	352.337	6,2	150.428	5,2	157.968	6,8	43.941	7,5
Juin	372.827	5,8	162.371	4,0	165.057	6,9	45.399	8,9
Juillet	379.080	7,3	164.301	6,1	167.930	7,9	46.849	9,2
Août	368.915	7,4	158.047	7,3	165.539	8,0	45.329	5,9
Septembre	372.738	8,2	161.847	7,0	164.872	8,0	46.019	13,4
Octobre	372.715	7,8	162.011	8,1	162.786	4,9	47.918	17,5
Novembre	383.510	7,8	168.967	9,4	166.262	4,7	48.281	13,5
Décembre								
1992	399.439	8,2	176.677	9,4	174.793	5,9	47.969	12,3
Janvier	399.335	7,4	175.935	7,5	173.926	5,7	49.474	12,8
Février	399.744	9,3	174.676	9,2	176.707	8,6	48.361	11,8
Mars	398.378	10,3	172.935	10,7	176.519	9,2	48.924	12,6
Avril	391.924	10,6	170.165	12,4	174.172	9,4	47.587	8,7
Mai	394.670	12,0	170.718	13,5	175.922	11,4	48.030	9,3
Juin	418.838	12,3	182.178	12,2	185.295	12,3	51.365	13,1
Juillet								

(*) Ecart en % à douze mois.

TAUX DE CHANGEMENT								
Période	Pays (2)	Flandre (2)	Hollande (2)	Bruxelles (2)	D.E. Inoccupés (3)	Eur. 12 (4)	Belgique (4)	Belgique (5)
1989	13,2	10,6	20,5	17,2	9,9	8,9	8,5	8,0
1990	12,3	9,7	20,2	16,9	9,7	8,3	8,1	7,2
1991	12,8	9,9	20,6	18,4	10,4	8,9	8,3	7,1
1991								
Janvier	12,9	10,1	21,2	17,3	10,2	8,3	8,3	7,0
Février	12,9	10,2	21,1	17,8	10,1	8,4	8,5	7,0
Mars	12,7	10,0	20,9	17,6	9,8	8,5	8,4	7,0
Avril	12,6	9,8	20,8	17,6	9,6	8,6	8,5	7,0
Mai	12,3	9,5	20,5	17,8	9,4	8,9	8,0	7,0
Juin	12,3	9,3	19,6	17,9	9,4	9,0	8,1	7,1
Juillet	13,0	10,0	20,4	18,5	10,7	9,0	8,3	7,1
Août	13,0	10,1	20,8	19,1	11,1	9,0	8,4	7,2
Septembre	12,6	9,7	20,5	18,5	11,0	9,0	8,4	7,2
Octobre	12,8	10,0	20,4	18,8	11,0	9,0	8,5	7,3
Novembre	12,8	10,0	20,2	19,6	10,9	9,2	8,5	7,3
Décembre	13,2	10,4	20,6	19,7	11,1	9,2	8,6	7,4
1992								
Janvier	13,7	10,9	21,6	19,6	11,0	9,2	8,6	7,5
Février	13,7	10,8	21,5	20,2	10,8	9,3	8,7	7,5
Mars	13,7	10,8	21,9	19,7	10,6	9,3	8,8	7,6
Avril	13,7	10,7	21,9	20,0	10,5	9,4	8,9	7,7
Mai	13,4	10,5	21,6	19,4	10,3	n.d.	n.d.	7,7
Juin	13,5	10,5	21,8	19,6	10,4	n.d.	n.d.	7,8
Juillet	14,4	11,2	22,9	21,0	11,7	n.d.	n.d.	7,8

FLUX D'ENTRÉES ET DE SORTIES DU CHOMAGE Données corrigées des variations saisonnières				
Période	Entrées		Sorties	
	C.A.	Ecart(*)	C.A.	Ecart(*)
1989	37.264	-0,8	39.511	-3,5
1990	37.021	-0,7	36.868	-6,7
1991	38.528	4,1	36.303	-1,5
1991				
Janvier	38.320	7,3	36.908	-1,5
Février	38.368	7,3	36.803	-1,0
Mars	38.395	6,9	36.679	-0,7
Avril	38.400	6,2	36.543	-0,6
Mai	38.408	5,4	36.400	-0,6
Juin	38.418	4,6	36.268	-0,8
Juillet	38.517	4,0	36.117	-1,4
Août	38.579	3,2	36.013	-1,9
Septembre	38.671	2,7	35.910	-2,4
Octobre	38.794	2,3	35.852	-2,5
Novembre	38.937	2,2	35.841	-3,0
Décembre	39.082	2,2	35.865	-2,9
1992				
Janvier	39.197	2,3	35.865	-2,8
Février	39.304	2,4	35.864	-2,6
Mars	39.392	2,6	35.867	-2,2
Avril	39.495	2,9	35.867	-1,8
Mai	39.535	2,9	35.910	-1,3

(*) Ecart à 12 mois

MESURES DE REMISE AU TRAVAIL							INTERRUPTION DE CARRIERE		
Période	T.C.T. (9)	Stage des jeunes			A.C.S. (10)	Prêt Chômeurs	secteur privé	secteur public	total
		sect. privé	sect. public	total					
1989	22.424	25.304	10.714	36.019	41.400	10.672	17.341	20.269	37.610
1990	22.424	24.905	9.465	34.370	41.892	11.026	21.280	24.375	45.655
1991	14.650	21.901	5.315	27.215	41.828	10.846	22.443	26.911	49.354
1991									
Janvier	17.496	23.954	8.185	32.139	41.205	10.919	21.775	24.792	46.567
Février	16.668	23.746	7.448	31.194	41.205	10.924	22.621	26.790	49.411
Mars	15.824	23.954	7.199	31.153	41.205	10.930	22.735	27.447	50.182
Avril	14.889	21.976	5.770	27.746	42.005	10.937	21.908	27.045	48.953
Mai	14.351	21.692	5.621	27.313	42.005	10.941	22.469	27.894	50.363
Juin	14.120	21.086	5.297	26.383	42.005	10.817	23.000	28.237	51.237
Juillet	13.984	20.814	5.016	25.830	41.896	10.820	22.492	27.591	50.083
Août	13.938	20.962	4.629	25.591	41.896	10.809	22.066	27.520	49.586
Septembre	13.819	20.956	4.193	25.149	41.896	10.803	22.686	21.966	44.652
Octobre	13.682	22.227	3.799	26.026	42.206	10.796	22.324	25.726	48.050
Novembre	13.552	21.292	3.460	24.752	42.206	10.738	22.303	28.040	50.343
Décembre	13.471	20.150	3.157	23.307	42.206	10.720	22.932	29.885	52.817
1992									
Janvier	13.441	19.926	2.934	22.860	n.d.	10.690	24.023	31.451	55.474
Février	13.419	19.461	2.431	21.892	n.d.	10.659	23.894	31.441	55.335
Mars	13.412	19.415	2.285	21.700	n.d.	10.606	25.239	32.906	58.145
Avril	13.383	19.588	2.193	21.781	n.d.	10.563	26.029	33.871	59.900
Mai	13.361	19.621	2.243	21.864	n.d.	10.551	26.372	34.378	60.750
Juin	13.316	19.351	2.166	21.517	n.d.	10.540	26.577	34.501	61.078
Juillet	13.294	18.641	2.125	20.766	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

DIVERS INDICATEURS DE SOUS- EMPLOI												
Période	LES INOCCUPES						LES OCCUPES					
	Demandeurs d'emploi						TOTAL					
	C.C.I.	Inscrits obligatoires	Inscrits libres	Agés non D.E. (6)	Non interruption de chômage (7)	Préposés conventionnelle	Préposés retraite	Préposés frontalier	total	chômeurs occupés à temps réduit (8)		
1989	363.937	45.898	9.496	72.877	21.722	136.200	24.035	1.045	161.280	197.451	675.210	
1990	347.931	45.615	9.327	72.432	36.229	140.001	21.485	1.084	162.570	204.068	674.104	
1991	368.732	49.455	11.768	73.911	43.768	139.700	16.937	1.088	157.725	195.963	705.359	
1991												
Janvier	369.221	43.517	10.375	73.492	41.777	140.247	19.372	1.089	160.708	199.930	699.090	
Février	371.917	36.337	16.125	72.903	43.405	140.771	18.958	1.092	160.821	197.788	701.508	
Mars	365.875	28.773	11.085	73.770	43.085	140.669	18.474	1.080	160.223	196.432	682.811	
Avril	361.254	25.514	11.044	73.355	43.707	140.419	18.043	1.088	159.550	196.314	674.424	
Mai	354.397	24.624	10.697	73.733	43.462	140.063	17.558	1.088	158.709	196.122	665.822	
Juin	352.337	27.997	10.782	74.192	44.075	139.877	17.116	1.076	158.069	194.787	667.452	
Juillet	372.827	59.029	11.958	74.177	44.418	139.504	16.680	1.061	157.245	190.623	719.654	
Août	379.080	70.197	11.096	74.077	44.501	139.283	16.248	1.051	156.582	190.869	735.533	
Septembre	368.915	74.723	11.784	74.184	44.566	138.937	15.816	1.110	155.864	197.128	730.035	
Octobre	372.738	71.486	12.064	74.478	44.489	139.085	15.404	1.111	155.600	197.036	730.855	
Novembre	372.715	67.346	12.172	74.650	44.111	138.932	14.996	1.109	155.037	197.893	726.031	
Décembre	383.510	63.917	11.829	73.918	43.624	138.610	14.580	1.103	154.293	196.637	731.091	
1992												
Janvier	399.439	49.923	11.784	73.660	43.288	138.932	14.141	1.104	154.177	198.916	732.271	
Février	399.335	40.116	11.940	73.666	43.068	138.927	13.757	1.099	153.783	201.519	721.908	
Mars	399.744	31.042	12.315	73.999	42.557	138.799	13.326	1.099	153.224	203.558	712.881	
Avril	398.378	28.146	12.286	74.034	42.234	138.742	12.886	1.101	152.729	203.738	707.807	
Mai	391.924	26.832	11.701	74.498	41.656	138.481	12.424	1.092	151.997	203.919	698.608	
Juin	394.670	29.672	11.379	74.119	41.020	138.263	12.017	1.086	151.366	201.585	702.226	
Juillet	418.838	57.496	11.946	74.169	40.025	137.864	n.d.	1.087	n.d.	196.594	n.d.	

DEFINITIONS DES DIFFERENTS CONCEPTS UTILISES

TABEAU 1 Les Demandeurs d'emploi inoccupés (1) comprennent :

- a. Les chômeurs complets indemnisés qui sont des chômeurs non liés par un contrat de travail, bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente et inscrits comme demandeurs d'emploi.
- b. Les autres inscrits obligatoirement qui sont les jeunes inoccupés en période d'attente, certains chômeurs exclus temporairement du bénéfice des allocations de chômage et des demandeurs d'emploi à charge du C.P.A.S.
- c. Les demandeurs d'emploi inoccupés et inscrits librement sont les personnes à la recherche d'un emploi qui n'ont pas accès au droit aux allocations de chômage mais peuvent bénéficier des services des offices publics de placement.

TABEAU 3 Les taux de chômage

- (2) Les C.C.I. par rapport à la population assurée contre le chômage (Base : O.N.S.S. pour le pays, I.N.A.M.I. pour les régions).
- (3) Ce taux est habituellement utilisé au niveau national.
- (4) Taux demandeurs d'emploi inoccupés (voir 1) par rapport à la population active totale.
Données calculées par EUROSTAT comparable au niveau international.
- (5) Données corrigées des variations saisonnières - Base : Enquête sur les Forces de Travail actualisée sur base des données administratives par rapport à la population active civile.
- (6) Taux diffusé par l'O.C.D.E.
- (7) Idem que (4) - Calculé par M.E.T. sur base de la population active totale .

TABEAU 5 Les indicateurs de sous-emploi

- (8) Les âgés non demandeurs d'emploi .
Certains chômeurs de longue durée âgés d'au moins 55 ans peuvent être dispensés à leur demande de l'inscription comme demandeurs d'emploi sans perdre le bénéfice des allocations de chômage.
- (9) L'interruption de chômage pour raisons sociales et familiales.
Le chômeur peut obtenir une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi et des obligations qui s'y rapportent et percevoir une indemnité correspondant à celle d'un travailleur en interruption de carrière.
- (10) Les chômeurs occupés à temps réduit sont des chômeurs qui acceptent un emploi à temps partiel pour échapper au chômage mais qui restent demandeurs pour un emploi à temps plein.

TABEAU 6 Les programmes de remise au travail

- (11) Les I.C.T. sont les chômeurs occupés dans le cadre du Troisième Circuit du Travail.
- (12) Les A.C.S. sont les Agents Contractuels Subventionnés occupés dans les administrations provinciales et locales.

Pour des renseignements supplémentaires, voir ONEM Bulletin mensuel

Dépenses 1991

	Région flamande	%	Région wallonne	%	Région bruxelloise	%	Pays	%
Interr. chôm.	3 511 520 813	70	1 354 443 742	27	150 493 749	3	5 016 458 304	100
Etudes	532. 312 214	56	356 187 114	38	54 287 972	6	942 787 300	100
Agés	14 088 819 852	64	6 163 781 922	28	1 761 256 008	8	22 013 857 782	100
TOTAL	18 132 652 879	65	7 874 412 778	28	1 966 037 729	7	27 973 103 386	100
Part. invol.	8 714 946 500	56	5 340 978 184	35	1 404 681 816	9	15 460 606 500	100
Autres chômeurs complets	37 683 003 299	45	35 834 793 992	42	10 622 038 086	13	84 139 835 377	100
Chômeurs temp.	11 363 024 018	68	4 809 505 094	29	588 622 599	4	16 761 151 711	100
Prépensionnés	31 013 351 975	61	16 754 117 058	33	3 077 536 892	6	50 845 005 925	100
Interr. carr.	3 693 301 494	64	1 783 172 127	31	294 309 963	5	5 770 783 584	100
Total	110 600 280 165	55	72 396 979 233	36	17 953 227 085	9	200 950 486 483	100

BELEIDSNOTA : TEWERKSTELLING EN ARBEID,
BELEID GELIJKE KANSSEN VOOR MANNEN EN VROUWEN

A. Evolutie werkgelegenheid

Aan de periode van bestendige groei van de werkgelegenheid is in 1991 een einde gekomen. Inderdaad over de periode 1985-1990 is de binnenlandse werkgelegenheid aangegroeid met 203.000 eenheden (van 3.561.000 naar 3.764.000).

Kenmerken van deze groei waren :

- a) dat het vooral de vrouwelijke werkgelegenheid was, die aangroeide : + 169.000 eenheden (van 1.327.000 naar 1.496.000), tegenover een aangroei met slechts 33.000 mannen (van 2.234.000 naar 2.268.000);
- b) de aangroei met 203.000 eenheden kan opgesplitst worden in : + 42.000 zelfstandigen (van 634.000 naar 676.000), + 156.000 werknemers in de privésector (van 1.962.000 naar 2.118.000) en + 6.000 ambtenaren (van 965.000 naar 971.000);
- c) de aangroei met 203.000 eenheden kan ook uitgesplitst worden in : + 93.000 deeltijds tewerkgestelden (van 303.000 naar 396.000) en + 110.000 voltijds tewerkgestelden.

Vanaf 1991 stellen we ingevolge de conjuncturele inzinking een afname van de tewerkstelling vast. Vermits tewerkstelling en werkloosheid steeds met een zekere vertraging reageren op conjunctuurveranderingen is de daling van de werkgelegenheid nog gematigd op 30 juni 1991 : een daling met 9.000 werknemers, waarvoor uitsluitend de publieke sector verantwoordelijk is en een stijging met 5.000 zelfstandigen. De daling van de werkgelegenheid vindt vooral plaats in de tweede helft van 1991 en de eerste helft van 92 zodat op 30 juni 1992 de daling van het aantal werknemers op 28.000 geraamd wordt (22.000 in de privésector en 6000 in de openbare sector) en de zelfstandigen blijven stijgen met 5.000.

Op basis van de vooruitzichten van de OESO en het economisch budget werd er bij de opstelling van de begroting uitgegaan van een trage, maar niettemin reële heropleving van de conjunctuur en de daarbij horende werkgelegenheid vanaf de tweede helft 1992 en zeker in '93 (een stijging van het BNP met 2,3 % in '93 t.o.v. 1,6 % in 1991). Dit zou dan leiden op 30 juni 1993 tot een stijging van het aantal werknemers met 12.000 en van het aantal zelfstandigen met 4.000.

De meest recente conjunctuurvooruitzichten zijn, omwille van de verslechterende internationale toestand (de val op de aandelenbeurzen als symptoom van de recente internationale conjunctuurvertraging, de zwakke dollar en de daaraan verbonden competitiviteitsproblemen, de blijvende hoge rente onder Duitse druk, de dreiging van een neen tegenover Maastricht in Frankrijk) en omwille van de genomen bezuiningsmaatregelen door de Regering, veel pessimistischer. De Kredietbank raamt de stijging van het BNP nu op 1,7 % en het Planbureau houdt het op 1,8 % (tegenover 2,5 % voor het verloop). In dat geval zal er geen aangroei van tewerkstelling zijn en zal de stabilisatie ervan reeds een goed resultaat zijn. Bijlagen 1 en 2 geven de vooruitzichten van de actieve bevolking vóór en na het zomerverlof.

B. EVOLUTIE VAN DE WERKLOOSHEID

Het aantal uitkeringsgerechtigde werkzoekende volledig werklozen (U.W.V.W.'s) kende een analoge evolutie als de werkgelegenheid maar dan in omgekeerde zin.

Van 1985 tot 1990 was er een daling met 128.698 eenheden (van 476.629 naar 347.931). Bij de vrouwen bedroeg de daling 57.298 (van 267.426 naar 210.129) en bij de mannen 71.400 (van 209.203 naar 137.803).

Het aantal jongere U.W.V.W.'s halveerde praktisch in die periode (van 140.547 naar 72.671). Volgens de duur van de werkloosheid kan die daling als volgt opgesplitst worden : minder dan 1 jaar werkloos met 19.596 (van 153.839 naar 134.242), meer dan 1 jaar werkloos naar minder dan twee jaar met 29.520 (van 85.177 naar 55.657) en meer dan 2 jaar werkloos met 80.917 (van 238.449 naar 157.532).

Tenslotte kan die daling ook nog als volgt opgedeeld worden : schoolverlaters met wachttuitkeringen met 11.015 (van 55.812 naar 44.797) en de U.W.V.W.'s na arbeidspresaties met 118.518 (van 421.652 naar 303.134).

In 1991 werd de daling van het aantal U.W.V.W.'s omgeboogen in een stijging met gemiddeld 20.801 (van gemiddeld 347.931 in 1992 naar gemiddeld 369.732 en zelfs naar 383.510 in december 1991).

Op de opstelling van de begroting verwachtte men terug een stijging van het aantal werklozen met gemiddeld 23.000 eenheden tot een jaargemiddelde van 391.500. Over de eerst acht maanden van 1992 werd echter reeds een gemiddeld aantal werklozen vastgesteld van 403.500 eenheden, zodat het jaargemiddelde in 1992 veeleer rond de 410.000 eenheden zal schommelen. Budgettaire evenwel zullen de uitgaven in 1992 beperkt blijven tot de voorziene uitgaven omdat enerzijds het aantal vergoede werkloosheidsdagen trager stijgt dan het aantal volledig werklozen en anderzijds de huidige volledige geïnformateerde controle van de werkloosheidsuitkeringen de RVA toelaat om onmiddellijk de niet verrechtvaardigde uitbetalingen door de uitbetalingsorganismen te verwerpen. De begroting 93 werd opgesteld in de hypothese dat de werkloosheid in 93 op het niveau van 92 zou gestabiliseerd blijven in de veronderstelling van de stijging van de werkgelegenheid (zie bijlage 1). De meeste recente meer pessimistische veronderstellingen inzake de economische conjunctuur en de werkgelegenheid zouden echter tot gevolg hebben dat de nog steeds voortdurende aangroei van de actieve bevolking niet meer opgeslorpt wordt door een stijgende werkgelegenheid, maar door een stijging van de werkloosheid in 1993 met 20.000 eenheden t.o.v. 1992. (zie bijlage 2). De grafiek in bijlage 3 toont op sprekende wijze deze mogelijke evolutie aan.

Er zal dus grote waakzaamheid nodig zijn omtrent de evolutie van de werkloosheid. Vanaf 94 komt daar nog de afschaffing van de legerdienst bij (+ 23.000 werklozen).

C. BUDGETTAIRE GEGEVENS

1. Werkloosheid

a) 1991

In 1991 beliep het bedrag aan prestaties 143.321 miljoen F.

b) 1992

Vóór maatregelen bekwamen we in 1992 :

- volledige werkloosheid : 560.951 (aantal budgettaire eenheden)
 x 775,2 F (gemiddelde dagvergoeding)
 x 314 (aantal vergoede dagen)
 = 136.558,5 miljoen F

- tijdelijke werkloosheid :
 55.500 x 1067,3 F x 314 = 18.599,8 miljoen F

TOTAAL 155.158,3 miljoen F

Dit betekent een stijging t.o.v. 1991 met ongeveer 11.500 miljoen F.

Deze stijging heeft volgende oorzaken :

- indexstijging met 3 %	+ 4.400 miljoen F
- 314 vergoede dagen in 92 i.p.v. 313 in 1991	+ 500 miljoen F
- stijging van het aantal U.W.V.W.'s met 23.000 eenheden	+ 5.100 miljoen F
- stijging van de tijdelijke werkloosheid met 4.500 eenheden	= 1.500 miljoen F
TOTAAL	----- 11.500 miljoen F

In de begrotingscontrole werden er voor 13.980 miljoen F maatregelen genomen, hetgeen de uitgaven drukt. Dit brengt het bedrag aan prestaties terug tot 141.178 F voor 1992.

Bijlage 4 geeft een overzicht van de maatregelen, genomen in april 1992 ter gelegenheid van de begrotingscontrole 92 en tevens de weerslag ervan in 93.

c) 1993

- volledige werkloosheid : 558.652 (aantal budgettaire eenheden)	
x 793 F (gemiddelde dagvergoeding)	
x 313 (aantal vergoede dagen) =	138.679,7
- tijdelijke werkloosheid	
55.500 x 1.092 F x 313 =	19.034,2

	157.713,9

Dit is de berekening vóór aanrekening van het effect van de maatregelen van de begrotingscontrole 92 (zie bijlage 4). Daardoor bekomt men een verhoging van 2555,6 miljoen frank t.o.v. 1992 vóór de maatregelen uit de begrotingscontrole 92.

Deze stijging heeft navolgende oorzaken :

- indexstijging met 2,3 %	+ 3.569 miljoen F
- 313 dagen in 1993 i.p.v. 314 dagen in 1992	- 504 miljoen F
- daling van het aantal vergoede dagen per werkloze	- 709 miljoen F

	+ 2.556 miljoen F

Hiervan moet de weerslag in 1993 van de maatregelen uit het begrotingsconclaaf 92 of 10.779 miljoen F (zie bijlage 4) afgetrokken worden, hetgeen het uitgavenbedrag terugbrengt tot 146.935 miljoen F.

Daarenboven werden erin het recente begrotingsconclaaf voor 5.180 miljoen F nieuwe besparingen voorzien. Op deze maatregelen kom ik verder terug. Het weerhouden bedrag aan prestaties wordt dan 141.755 miljoen F.

2. Brugpensioenen

In de begroting 1993 werden de uitgaven inzake brugpensioenen geraamd op 53.653 miljoen frank voor 138.730 bruggepensioneerden.

Het recente akkoord met de sociale partners inzake de vastlegging van de verdere stappen voor het bereiken van de algemene ingangsstijfheid van 58 jaar voor de brugpensioenen, behalve voor ondernemingen in moeilijkheden of in herstructurering, laat een bijkomende besparing toe in 1993 van 586 miljoen F, hetgeen de uitgaven terugbrengt tot 53.067 miljoen F. (zie bijlage 5 : fiche 1).

De budgettaire eenheden en de uitgaven inzake brugpensioenen zijn geëvolueerd als volgt :

	Aantal budgettaire eenheden	Bedrag in miljoenen frank
1985.....	97.530	41.396,5
1986.....	114.332	43.344,9
1987.....	126.543	42.651,3
1988.....	131.088	43.776,1
1989.....	134.000	45.089,0
1990.....	137.230	48.501,0
1991.....	137.290	50.298,0
1992 (raming)....	138.730	52.594,0
1993 (raming)....	138.730	53.067,0

3. Loopbaanonderbreking

Het aantal loopbaanonderbrekingsuitkeringen evolueert als volgt

	Fysisch jaargemiddelde	Omzettings- coëfficiënt	Budgettaire (voltijdse eenheden) jaargemiddelde
1989	36.897	0,85	31.529
1990	45.120	0,88	39.805
1991	48.846	0,85	41.325
1992 (1)	57.389	0,85	48.781

(1) gedeeltelijk ramingen

Op basis van de vaststelling van het aantal aanvragen de jongste maanden, die in dalende lijn gaan, is men vertrokken van de hypothese dat in 1993 (voor de eerste maal) het aantal uittreders groter zal zijn dan het aantal intreders. Dit zou dan leiden tot een afname van het aantal budgettaire eenheden in 1993, nl. 47.000.

Die kostprijs zou dan bedragen :

47.000 eenheden x 148.989 F = 7002,5 miljoen F

Dit betekent een daling met 164 miljoen F t.o.v. 1992.

Deze daling kan als volgt onderverdeeld worden.

- Stijging index (+ 2,3 %, behalve : + 105 miljoen F
in de publieke sector)
- Daling van het aantal gevallen - 269 miljoen F
-
- 164 miljoen F

D. BELEIDSLIJNEN EN MAATREGELEN VAN HET BEGROTINGSCONCLAAF

1. De werkloosheid

In het begrotingsconclaaf werden er voor 5.180 miljoen F bijkomende maatregelen getroffen om de werkloosheidsuitgaven in 1993 te drukken :

- Begeleidingsplan : uitstroom werklozen 1.040.000.000 F
door tewerkstelling en sanctionering
ingeval van onbeschikbaarheid
- Verzwaring sancties naar 26 tot 52 weken 2.260.000.000 F
en uitsluiting ingeval van intentie om de
werkloosheidsverzekering te misbruiken of
van recidive
- Werkloosheidsonderbreking : degressieve 1.030.000.000 F
uitkering
- Vermindering van de wisselkoerstoeslag van 100.000.000 F
de grensarbeiders in Frankrijk met 25 %

- Instelling van een carensperiode van 4 maanden voor het genieten van werkloosheidsuitkeringen ingeval van stopzetting van het arbeidskontraat binnen de 6 maanden na het beëindigen van een loopbaanonderbrekingsperiode (met uitzondering van het ontslag in een onderneming, erkend als onderneming in moeilijkheden, of ingevolge een erkend herstructureringsplan) :	100.000.000 F
- Vermindering van het aantal procedurestappen bij de toepassing van artikel 80 en volgende	200.000.000 F
- Meer selectieve toekenning van de vrijstelling van stempelcontrole en vermindering met 15 % van de werkloosheidsuitkeringen van de vrijgestelde, die gratis tewerkgesteld zijn in de VZW's en openbare besturen	150.000.000 F
- Procedurele wijziging van artikel 80 : de sanctie van stopzetting van uitkering voor wie het dubbele van de gemiddelde werkloosheidsduur overschrijdt wordt niet meer uitgesteld	300.000.000 F
TOTAAL	5.180.000.000 F

In bijlage 5 worden bovenstaande maatregelen afzonderlijk toegelicht.

Daarenboven dient er nog vermeld te worden dat ter financiering van het begeleidingsplan een algemene sociale werkgeversbijdrage van 0,1 % zal gevraagd worden. De opbrengst wordt op 2000 miljoen F geraamd, waarvan 1.800 miljoen F voor de bijkomende kosten van Gewesten en Gemeenschappen en 200 miljoen F voor de bijkomende kosten van de RVA.

Tenslotte heeft de Regering in het begrotingsconclaaf beslist dat de RVA maximum 1 miljard F mag aanwenden voor financiële tussenkomsten voor de werkgevers, die werklozen uit het begeleidingsplan aanwerven.

Ik wil uw bijzondere aandacht en medewerking vragen voor de optimale realisatie van het begeleidingsplan.

Inderdaad, recente rapporten van de OESO stellen dat de begrotingsmiddelen door België besteed aan de werkloosheidsverzekering eerder gewijd zijn aan de betaling van uitkeringen en onvoldoende de (her)inschakeling van de werklozen op de arbeidsmarkt bevorderen.

Het uitwerken van een adequaat beleid wordt hierbij bemoeilijkt door de splitsing van de werkloosheidsverzekering, waarvan de preventieve aspecten toegevoegd zijn aan de Gewesten (Tewerkstelling) en aan de Gemeenschappen (Opleiding) terwijl de toekenning van de uitkeringen een nationale bevoegdheid is gebleven.

Vanaf 1 januari 1993 zal daarom de invoering van het individueel begeleidingsplan voor de werklozen de kern van een actiever inschakelingsbeleid uitmaken.

Alle betrokken werklozen die een bepaalde werkloosheidsduur bereiken, krijgen het recht op een voorstel inzake werk of opleiding aangeboden te krijgen. Een weigering om hierop in te gaan, heeft gevolgen op de werkloosheidsuitkeringen.

Een samenwerkingsakkoord, dat eerstdaags tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, zal gesloten worden, bepaalt de nadere uitwerking inzake doelgroep, financiering en de modaliteiten van samenwerking tussen de respectievelijke overheden. Van zodra de officiële afsluiting van dit akkoord zal plaatsgevonden hebben, zal ik niet nalaten dit akkoord aan de Commissies van Sociale Zaken van Kamer en Senaat mede te delen.

Belangrijk is ook dat dit akkoord een titel II bevat, die handelt over de uitwisseling van gegevens inzake werkwillegheid ter vervanging van het oude protocol terzake. Hierdoor zal de RVA ondermeer inzake krijgen in de oproepen die aan werkzoekenden worden gestuurd in het kader van een werkaanbod en een beroepsopleiding in een bedrijf. Dit nieuwe akkoord inzake gegevensuitwisseling tesamen met de verzwaring van de sancties ingeval van onverantwoorde werkverlating of werkweigering moeten een belangrijk instrument vormen voor de RVA om de werkbereidheid van de werklozen te toetsen.

Het spreekt vanzelf dat dit akkoord op diverse tijdstippen nauwkeurig zal moeten geëvalueerd worden en dat eventuele andere maatregelen in de strijd tegen de langdurige werkloosheid zullen genomen moeten worden, indien dit akkoord op onvoldoende wijze werkt.

2. Brugpensioenen

Zoals in fiche 1 van bijlage 5 werd uiteengezet, zijn in een recent akkoord met de sociale partners de verdere stappen vastgelegd voor het bereiken van de harmonisatie van de brugpensioenleeftijd op 58 jaar behalve dan voor de ondernemingen in moeilijkheden of in herstructurering.

Bovendien zal uiterlijk tegen 31/12/92 samen met de sociale partners een kader uitgewerkt worden tot invoering van een stelsel van uitgroei banen door een halftijds brugpensioen te samen met de afschaffing van de toegelaten arbeid voor de nieuwe voltijds bruggepensioneerden. Dit leidt tot belangrijke bijkomende besparingen die van 770 miljoen F in 1993 naar 3980 miljoen F in 96 evolueren.

3. Gelijke kansenbeleid, voor mannen en vrouwen

De daartoe bestemde kredieten in 92, namelijk 65 miljoen F (zonder de personeelskredieten voor de daartoe opgerichte cel) bevinden zich nog op de begroting van Volksgezondheid. Voor 1993 stijgen deze kredieten tot 67 miljoen en zijn thans geïntegreerd in de begroting van Tewerkstelling en Arbeid.

Het gelijke kansenbeleid van 92 wordt in 93 voortgezet en wordt gekenmerkt door volgende krachtlijnen :

- in het kader van het K.B. van 27.10.67 zullen projecten die de maatschappelijke emancipatie van de vrouw bevorderen verder gesubsidieerd worden;
- de integratie van de vrouwen in het sociaal-ekonomisch leven blijft het belangrijkste aandachtsggebied van het gelijke kansenbeleid.

Bovendien heeft het gelijke kansenbeleid ook een aandeel bekomen in de voorziene kredieten voor de uitgaven voortspruitend uit het contract met de burger (708,5 miljoen F in 92 en 2.999 miljoen F in 93), namelijk 31 miljoen F in 92 en 41,2 miljoen F in 93.

Deze bijkomende kredieten zijn bestemd voor het voeren van een adequaat gelijke kansenbeleid in alle domeinen van de samenleving.

De krachtlijnen waarop dit beleid berust zijn :

- vrouwen en fysiek geweld (pilotproject voor de therapeutische begeleiding van daders van seksueel geweld; betrekken van doelgroepen bij de verbetering van de rechtspositie van geweldsslachtoffers; opvang van geweldsslachtoffers).
- Gezin en Arbeid (sensibiliseringsactie rond de verdeling van de gezinstaken).
- Vrouwen en Migranten (o.a. onderzoek rechtspositie Migrantenmeisjes)
- Vrouwen op de arbeidsmarkt (openbare sector; privé-sector).

In bijlage 6 vindt u de detail van de bijkomende acties met hun kostprijs.

4. Gezondheid en veiligheid op het werk

a. De Europese oriëntering

Het is zonder meer een megatrend dat Europa op vlak van arbeidsomstandigheden en zeker in het subdomein veiligheid, gezondheid en hygiëne meer en meer de normering ter hand neemt.

De Europese commissie volgt bij de uitbouw van deze normering haar eigen structureel kader dat verschillend is van het bestaand Belgisch structureel kader.

Een eerste beleidsoriëntering omvat de uitbouw van de Belgisch kaderwetten op vlak van de veiligheidsreglementering teneinde ze aan te passen aan het structureel kader dat de EEG hanteert.

- Hierbij dient allereerst gedacht aan een kaderwet inzake het op de markt brengen van gevaarlijke producten (gezamenlijke bevoegdheid van volksgezondheid en tewerkstelling en arbeid). Deze kaderwet dient de omzetting van de richtlijnen op basis van art. 100A van het EEG-verdrag te vergemakkelijken.
- Verder dient aandacht besteed aan de uitbreiding van de huidige kaderwet inzake veiligheid en hygiëne (wet van 52). Inzonderheid dient deze wet de mogelijkheid te geven om voorschriften van veiligheid en hygiëne toepasbaar te maken in hoofde van de loutere aanwezigheid van een persoon op de werkplek.
- Tenslotte dient ook de kaderwet inzake het op de markt brengen van machines en apparaten (1961) aangepast. Ze is op zich reeds geschikt om richtlijnen gebaseerd op art. 100A te realiseren in de mate dat het gaat om machines en apparaten. Ze voldoet niet voor het op de markt brengen van individuele beschermingsmiddelen, ambachtelijk gereedschap, individuele uitrustingen enz...

Deze kaderwet dient bijgevolg uitgebreid (gezamenlijke bevoegdheid van economische zaken en van tewerkstelling en arbeid).

De Post-industriële oriëntering

Traditioneel ligt het accent inzake arbeidsomstandigheden op vlak van de klassieke domeinen veiligheid en gezondheid (in de koerante betekenis die Jan Modaal hieraan geeft). Deze accentlegging was ongetwijfeld meer dan verantwoord in het industriële verleden.

De post-industriële maatschappij vertoont echter een nieuwe megatrend namelijk een verschuiving in de richting van "welbevinden".

Negatief geformuleerd beantwoord hieraan een beleid gericht op het vermijden van te grote psychische arbeidsbelasting. Een concrete actie is de strijd tegen de stress en de negatieve gevolgen die stress vergezellen. Hierbij kan nu reeds van een nieuwe arbeidsziekte gesproken (zowel voor arbeiders als voor kaderleden). Positief geformuleerd betekent dit een beleid gericht op nieuwe leer- en ontwikkelingsmogelijkheden.

In een eerste fase zal de problematiek van dit werkdomein in kaart worden gebracht zodat de juiste prioriteiten kunnen gelegd.

c. Oriëntering naar arbeid en milieu

De groeiende bezorgdheid voor het milieu is een alomane megatrend in ons maatschappelijk gebeuren.

Men stelt vragen over de manier waarop een onderneming in deze maatschappij zaken doet en haar maatschappelijke verantwoordelijkheid o.a. op vlak van milieu waarneemt. Vanuit een sociale visie op het ondernemingsgebeuren willen alle bedrijfsgenoten hierin een deel van hun verantwoordelijkheid opnemen. Vandaar de optie het bestaande overleg uit te breiden naar milieuaangelegenheden.

De publieke opinie kent een groeiende alertheid t.a.v. de risico's verbonden aan de industriële technologie. Bedrijven met potentiële grote risico's, de zogenaamde Seveso risico's, zijn scherp geïsoleerd.

Een bijzondere inspanning zal worden gedaan om de preventieopdrachten van het departement te herstructureren en te oriënteren naar de verbetering van het management in deze bedrijven.

Ze hebben immers zowel op de arbeiders als op het omliggende milieu een grote potentiële invloed. De overheid dient hierin garanties te voorzien.

Verbreiding van het overleg en verdediging van het toezicht zijn twee basisoriënteringen voor het beleid terzake.

d. Kwaliteitsoriëntering van het overheidsoptreden

De doorsnee werknemer in België heeft zeer concrete verwachtingen t.a.v. de dienstverlening van de overheid in het algemeen en van het politieke beleid in het bijzonder.

Het is een megatrend waarbij niet meer naar nieuwe wetten en reglementen wordt gevraagd maar wel naar verbetering van controle en begeleiding van de bestaande wetten en reglementen en naar een betere dienstverlening in het bijzonder.

De dienstverlening zal worden verbeterd d.m.v. de publicatie van indicatieve middelverplichtingen.

Deze publicaties dienen op omstandige wijze de reglementering te verduidelijken door de hierin vervatte resultaatsverplichtingen in specifieke middelverplichtingen om te zetten.

De naleving van deze middelverplichtingen is niet verplicht doch vormt het bewijs dat aan deze verplichtingen is voldaan.

Verder zullen de inspectiediensten voor een belangrijk deel van de beschikbare capaciteit op basis van prioriteitstelling worden ingezet.

E. BIJKOMENDE INFORMATIE

1. Bijlage 7 geeft een overzicht van de kredieten van Tewerkstelling en Arbeid over de periode 1991-1993
 2. Bijlage 8 geeft een overzicht van de begroting RVA voor 1993
 3. Bijlage 9 geeft de basisgegevens over de werkloosheid bijgewerkt tot juli 1992.
 4. Bijlage 10 geeft de onderverdeling in 1991 van de prestaties inzake werkloosheid, brugpensioenen en loopbaanonderbreking.
-

Bijlage 1

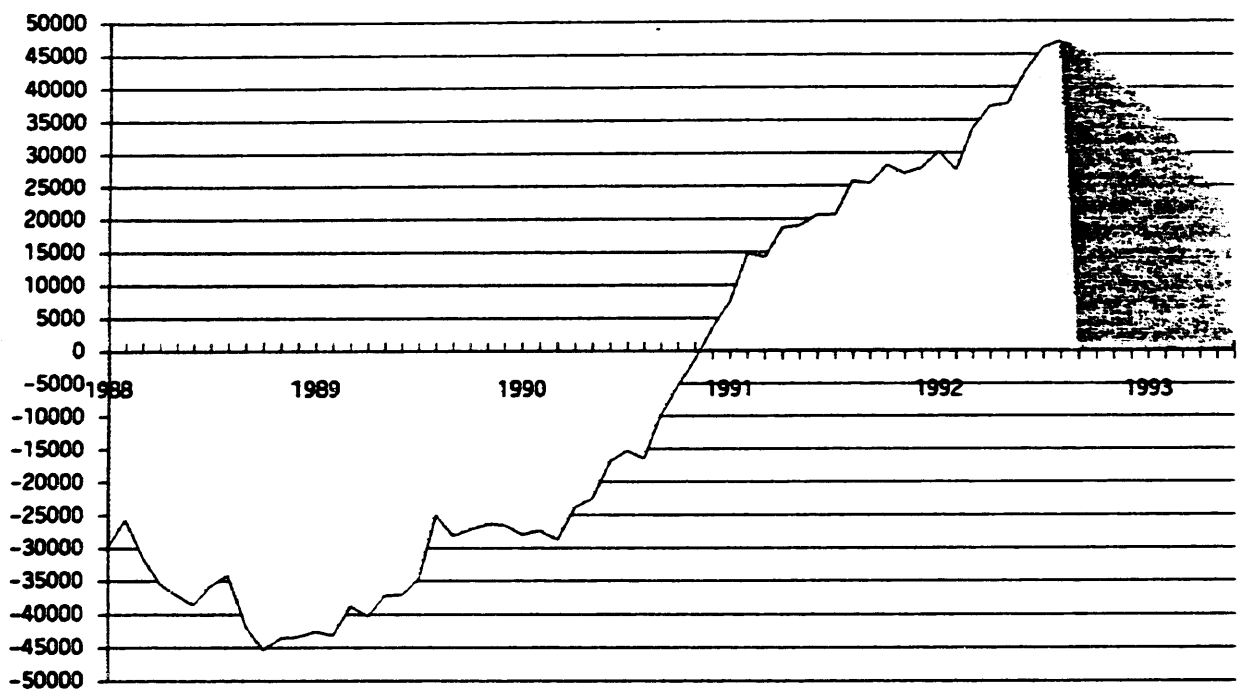
VOORUITZICHTEN BETREFFENDE DE ACTIEVE BEVOLKING, DE WERKGELEGENHEID
EN DE WERKLOOSHEID (30 juni 1992) (Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid)

PERIODE	JUNI 89	JUNI 90	JUNI 91	JUNI 92	JUNI 93
A. TEWERKGESTELDE BEROEPSBEVOLKING	3760,3	3814,5	3811	3788	3804
1. Loontrekkenden	3046,3	3088,9	3081	3053	3065
1.1. privé sector	2077,9	2117,7	2124	2102	2119
a. gewone werkgelegenheid	2044,1	2085,3	2094	2074	2094
b. hertewerkstellingsprogramma's	33,8	32,4	30	28	25
1.2. publieke sector	968,4	971,2	957	951	946
a. gewone werkgelegenheid	779,8	786,7	783	781	777
b. hertewerkstellingsprogramma's	98,6	95,8	85	83	82
c. gewapende macht	90,0	88,7	89	87	87
2. Zelfstandigen en helpers	665,5	675,2	680	685	689
3. Grensarbeiders	48,5	50,4	50	50	50
B. WERKLOZE BEROEPSBEVOLKING	384,0	364,7	391,1	435,5	436
1. Uitkeringsgerechtigde volledig werklozen	348,6	331,8	352,3	394,6	395
2. Verplicht ingeschreven niet-werkende werkzoek.	26,7	24,5	28	29,6	30
3. Vrij ingeschreven niet-werkende werkzoekenden	8,7	8,4	10,8	11,3	11
C. TOTALE BEROEPSBEVOLKING	4144,3	4179,2	4202,1	4223,5	4240
A. TEWERKGESTELDE BEROEPSBEVOLKING		54,2	-3,5	-23	16
1. Loontrekkenden		42,6	-7,9	-28	12
1.1. privé sector		39,8	6,3	-22	17
a. gewone werkgelegenheid		41,2	8,7	-20	20
b. hertewerkstellingsprogramma's		-1,4	-2,4	-2	-3
1.2. publieke sector		2,8	-14,2	-6	-5
a. gewone werkgelegenheid		6,9	-3,7	-2	-4
b. hertewerkstellingsprogramma's		-2,8	-10,8	-2	-1
c. gewapende macht		-1,3	0,3	-2	
2. Zelfstandigen en helpers		9,7	4,8	5	4
3. Grensarbeiders		1,9	-0,4		
B. WERKLOZE BEROEPSBEVOLKING		-19,3	26,4	44,4	0,5
1. Uitkeringsgerechtigde volledig werklozen		-16,8	20,5	42,3	0,4
2. Verplicht ingeschreven niet-werkende werkzoek.		-2,2	3,5	1,6	0,4
3. Vrij ingeschreven niet-werkende werkzoekenden		-0,3	2,4	0,5	-0,3
C. TOTALE BEROEPSBEVOLKING		34,9	22,9	21,4	16,5

VOORUITZICHTEN BETREFFENDE DE ACTIEVE BEVOLKING, DE WERKGELEGENHEID
EN DE WERKLOOSHEID (01 september 1992) (Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid)

PERIODE	JUNI 89	JUNI 90	JUNI 91	JUNI 92	JUNI 93
A. TEWERKGESTELDE BEROEPSBEVOLKING	3760,3	3814,5	3811	3788	3790
1. Loontrekkenden	3046,3	3088,9	3081	3053	3051
1.1. privé sector	2077,9	2117,7	2124	2102	2112
a. gewone werkgelegenheid	2044,1	2085,3	2094	2074	2087
b. hertewerkstellingsprogramma's	33,8	32,4	30	28	25
1.2. publieke sector	968,4	971,2	957	951	939
a. gewone werkgelegenheid	779,8	786,7	783	781	770
b. hertewerkstellingsprogramma's	98,6	95,8	85	83	82
c. gewapende macht	90,0	88,7	89	87	87
2. Zelfstandigen en helpers	665,5	675,2	680	685	689
3. Grensarbeiders	48,5	50,4	50	50	50
B. WERKLOZE BEROEPSBEVOLKING	384,0	364,7	391,1	435,5	456
1. Uitkeringsgerechtigde volledig werklozen	348,6	331,8	352,3	394,6	415
2. Verplicht ingeschreven niet-werkende werkzoek.	26,7	24,5	28	29,6	30
3. Vrij ingeschreven niet-werkende werkzoekenden	8,7	8,4	10,8	11,3	11
C. TOTALE BEROEPSBEVOLKING	4144,3	4179,2	4202,1	4223,5	4246
A. TEWERKGESTELDE BEROEPSBEVOLKING		54,2	-3,5	-23	2
1. Loontrekkenden		42,6	-7,9	-28	-2
1.1. privé sector		39,8	6,3	-22	10
a. gewone werkgelegenheid		41,2	8,7	-20	13
b. hertewerkstellingsprogramma's		-1,4	-2,4	-2	-3
1.2. publieke sector		2,8	-14,2	-6	-12
a. gewone werkgelegenheid		6,9	-3,7	-2	-11
b. hertewerkstellingsprogramma's		-2,8	-10,8	-2	-1
c. gewapende macht		-1,3	0,3	-2	
2. Zelfstandigen en helpers		9,7	4,8	5	4
3. Grensarbeiders		1,9	-0,4		
B. WERKLOZE BEROEPSBEVOLKING		-19,3	26,4	44,4	20,5
1. Uitkeringsgerechtigde volledig werklozen		-16,8	20,5	42,3	20,4
2. Verplicht ingeschreven niet-werkende werkzoek.		-2,2	3,5	1,6	0,4
3. Vrij ingeschreven niet-werkende werkzoekenden		-0,3	2,4	0,5	-0,3
C. TOTALE BEROEPSBEVOLKING		34,9	22,9	21,4	22,5

Volledige werklozen : verschil t.o.v. dezelfde maand van vorig jaar



Bron : Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Bijlage 4

		Weerslag in miljoenen	
<u>Overzicht maatregelen van de begrotingscontrole</u>		1992	1993
	Ingangs- datum		
1. Tijdelijke werkloosheid			
- in 1992 : 3de trimester 0,80 %	3 kw. 92	<u>3500</u>	<u>5140</u>
- vanaf 1993 : 27 % naar het F.S.O.			
2. Onvrijwillige deeltijdsen			
a) Beperking tot 13 (onmiddellijk voor de nieuwe en voor de huidige gerechtigden 17 op 1.06.92, 15 op 1/01/93 en 13 op 1/03/93	1/6/92	750	2300
b) Maximumloon van 34.000 F i.p.v. 38.857 F (onmiddellijk voor de nieuwe op 1/9/92 en voor de huidige gerechtigden geleide- lijke overgang tussen 1/9/92 en 1/9/93)	1/9/92	120	350
c) Capitatieve bijdrage (1) (6.000 F voor -20 werknemers 12.000 F voor + 20 werknemers)	1/7/92	450	1800
d) Artikel 143 : werkloosheidsduur onvrijwillige deeltijdsen	1/7/92	50	300
e) 3 maand wachttijd bij overgang voltijdse job in deeltijdse job in een zelfde onderneming	1/7/92	P.M.	P.M.
f) Begeleidingsplan	najaar 92	P.M.	P.M.
g) controle RVA	1/7/92	50	100
SUBTOTAAL		1420	4850

Bemerking : Dit betekent 50 miljoen minder dan oorspronkelijk voorzien in de begrotingscontrole (5/4/92) in 1992 en 650 miljoen F meer in 1993. De twee belangrijke wijzigingen waren 1) het laten wegvallen van de degressiviteit van 10 % en 20 % en 2) het terugdringen tot maximum 13 i.p.v. tot 17 uitkeringen te samen met het verlagen aan het maximumloon tot 34.000 F.

(1) Alhoewel de maatregel ingaat op 1/7/92, zal budgettair slechts 1 kwartaal in 92 geïnd worden.

3. Artikel 143

a) -toepassen op de wachtuitkeringen (schoolverlaters)	1/7/92	0	450
b) -halvering van het uitstel tot schorsing in geval van toepassing van art. 143 op de schoolverlaters	1/7/92	0	300
c) effectief ingaan van de schorsing op de 1ste van de 2de maand i.p.v. 1ste van 4de maand (na het overschrijven van de dubbel- duur)	1/7/92	50	140
	SUBTOTAAL	<u>50</u>	<u>890</u>
4. <u>Vermindering met 2000 F per maand van de uitkering voor de werkloosheidsonderbre- kers</u>	1/6/92	700	1050
5. <u>Schrapping van de cumul werkloosheidsuit- kering met het volgen van een voltijds leerplan</u> (behalve voor hen die reeds die studies aangevat hebben; in dat geval wordt de uitkering gehalveerd tot het beëindigen van de studies)	1/9/92	225	650
6. <u>750 miljoen uit het Participatiefonds aan de RVA (one-shot)</u>	najaar 92	750	-
7. <u>Aanpassing van de kasvoorschotten door de RVA aan de betalingsinstellingen</u> (one-shot; boekhoudkundige operatie)	dec. 92	12.000	-
8. <u>Beperking cumul L.O. met activiteit zelfstandige</u>	1/7/92	15	30
9. <u>Maximum 60 maanden bij halftijdse loopbaanonderbreking</u>	1/7/92	-	30

ALGEMEEN TOTAAL :

	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Structurele maatregelen	5.910	12.640
One-shot	12.750	-
	<u>18.660</u>	<u>12.640</u>

Noot

Hierin zijn 2 vroegere besparingsmaatregelen niet opgenomen.

- Cumul opzeggingsvergoeding en werkloosheidsuitkering	25	50
- Sociale inspectie (1/2 ten laste van Tewerkstelling en Arbeid en 1/2 ten laste van Sociale Zaken in de vorm van supplementaire RSZ-ontvangsten	250	500

OVERZICHT MAATREGELEN TEWERKSTELLING EN ARBEID**BEGROTINGSCONCLAAF 1993** (augustus 93)**Opbrengst**
1993**1. Conventioneel brugpensioen**

- optrekken toegangsleeftijd
 - afschaffing toegelaten arbeid
- 770 Mio

2. Begeleidingsplan

- uitstroom werklozen via tewerkstelling en sanctionering ingeval van onbeschikbaarheid
 - 0,1 % van de loonmassa van de privésector moet worden gestort ter aanwending in het begeleidingsplan
 - 1 miljard wordt in 1993 uit het budget van de werkloosheid vrijgemaakt in functie van nieuwe tewerkstellingsmaatregelen
- 920 Mio

3. Verzwaring sancties bij werkweigering en werkverlating

- verzwaring naar 26 tot 52 weken en tot uitsluiting in geval van intentie om de werkloosheidsverzekering te misbruiken of van recidive
- 2.000 Mio

4. Werkloosheidsonderbreking

- Degressieve uitkering
 - 1° jaar : 8.504 Fr.
 - 2° jaar : 6.500 Fr.
 - 3° jaar : 4.500 Fr.
 - 4° jaar : 2.500 Fr.
 - 5° jaar : 0 Fr. maar met behoud sociale rechten en neutralisering in werkloosheidsduur
- 1.030 Mio.

5. Procedurale wijziging art. 80

- de sanctie van stopzetting van uitkering
voor wie het dubbele van de
gemiddelde werkloosheidsduur
overschrijdt, wordt
niet meer uitgesteld 300 Mio

Totaal : 5.020 Mio

Fiche 1

CONVENTIONEEL BRUGPENSIOEN : TEWERKSTELLING EN ARBEID

I. HUIDIGE TOESTAND

* **Leeftijd van het brugpensioen :**

Op 6/6/1990 werd met de sociale partners een akkoord gesloten m.b.t. het conventioneel brugpensioen.

In dit akkoord werd overeengekomen dat op termijn de brugpensioenleeftijd diende te worden geharmoniseerd naar 58 jaar toe (behoudens voor de ondernemingen in moeilijkheden en in herstructurering waar een afwijking werd voorzien tot respectievelijk 50 jaar en 52 jaar). Daartoe werd de brugpensioenleeftijd verhoogd op 1/1/1992 met minimum 1 jaar voor alle CAO's die een leeftijd voorzagen van 55 of lager (55 werd dus 56 jaar). Er werd wel een uitzondering gemaakt voor werknemers die minstens een carrière bewijzen van 38 jaar loondienst. Voor deze werknemers mocht de leeftijd van 55 jaar worden behouden.

* **Toegelaten arbeid :**

De bruggepensioneerden wiens brugpensioen is ingegaan na 1/1/87 worden inzake de toegelaten arbeid gelijkgesteld met de gepensioneerden (d.w.z. dat het inkomen als bruggepensioneerden kan gecumuleerd worden met een beperkt inkomen uit toegelaten arbeid).

II. MAATREGEL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid heeft met de sociale partners een akkoord bereikt m.b.t. het conventioneel brugpensioen. Dit leidt tot de volgende maatregelen :

1. Harmonisatie van de brugpensioenleeftijd naar 58 jaar :
 - de brugpensioenleeftijd wordt verhoogd van 56 naar 57 jaar uiterlijk op 1/1/1994 ;
 - de brugpensioenleeftijd wordt opnieuw verhoogd van 57 naar 58 jaar in de periode 1/1/95 tot 31/12/96 ;
 - voor de CAO's die nu nog een leeftijd voorzien lager dan 55 jaar (ex-nationale sectoren) wordt de leeftijd verhoogd tot 54 jaar in de loop van 1994, tot 57 jaar uiterlijk 1/1/97 en tot 58 jaar in de periode 1/1/98 - 31/12/99.
2. De CAO's 55 jaar voor de werknemers met 38 jaar carrière kunnen worden verlengd.
3. Voor de ondernemingen in moeilijkheden wordt in principe het brugpensioen slechts toegestaan vanaf 52 jaar en slechts uitzonderlijk vanaf 50 jaar.
4. De toegelaten arbeid voor de nieuwe bruggepensioneerden wordt afgeschaft en de sociale partners zullen uiterlijk tegen 31/12/92 een kader uitwerken tot invoering van een stelsel van uitgroei banen via het halftijds brugpensioen.

III. MOTIVERING

Dit akkoord geeft verdere uitvoering aan het akkoord van 6/6/1990 m.b.t. het brugpensioen.

Er wordt een tijdschema vastgelegd dat moet leiden tot een harmonisatie van de brugpensioenleeftijd op 58 jaar voor alle ondernemingen behoudens voor de ondernemingen in moeilijkheden en herstructurering en voor de werknemers met een carrière van 38 jaar.

Door het uitwerken van een stelsel van uitgroei banen en het afschaffen van de toegelaten arbeid wordt bovendien een einde gesteld aan het feit dat heel wat bruggepensioneerden op een oncontroleerbare wijze het brugpensioen cumuleren met een inkomen uit een beroepsactiviteit.

IV. OPBRENGST

De opbrengst van deze maatregelen situeert zich op 3 vlakken :

1. De instroom van nieuwe bruggepensioneerden wordt beperkt door :
 - verhoging van de leeftijd van het brugpensioen voor de ondernemingen in moeilijkheden ;
 - harmonisatie van de leeftijd naar 58 jaar ;
 - afschaffen van de toegelaten arbeid en de invoering van de uitgroebanen.
2. De uitstroom van bruggepensioneerden zal toenemen (gevolg van de demografische evolutie).
3. De hoofdelijke bijdrage verschuldigd voor de nieuwe bruggepensioneerden heeft een cumulatief effect.

De globale budgettaire weerslag voor de periode 1993 - 1996 is de volgende (zie tabel).

<u>1993</u>	<u>1994</u>	<u>1995</u>	<u>1996</u>
770 mio	1.928 mio	2.870 mio	3.980 mio

BUDGETTAIRE GEVOLGEN VAN HET AKKOORD AFGESLOTEN TUSSEN DE MINISTER VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID EN DE SOCIALE PARTNERS INZAKE HET BRUGPENSIOEN - JULI 1992

	1993	1994	1995	1996
A. BEPERKING INSTROOM	1. Beperken toegang onderneming in moeilijkheden en herstructurering : (- 720 pers. op jaarbasis) Effect '93 : 133 mio (720 x 31 000 x 12) <u>2</u> 2. Gevolgen verhoging leeftijd : 55 - > 56 op 1.1.1992 (200 x 31 000 x 12) <u>2</u> 3. Invoeren van uitgroeiabaan + afschaffen toegelaten arbeid (*) = (1 200 x 31 000 x 12) <u>2</u> 220 mio	1. Beperking toegang onderneming in moeilijkheden en herstructurering : (- 720 pers.) : 266 mio 2. Gevolgen verhoging leeftijd : 55 mio 56 - > 57 op 1.1.1994 (300 x 31 000 x 12) <u>2</u> 3. Invoeren uitgroeiabaan afschaffen toegelaten arbeid 1993 : 440 mio * Nieuwe beperking instroom 5 % 1994 : 130 mio (700 x 31 000 x 12) <u>2</u>	1. Beperking toegang onderneming in moeilijkheden of herstructurering : (- 720 pers.) : 266 mio 2. Gevolgen verhoging leeftijd : 37 mio 56 - > 57 op 1.1.1994 (200 x 31 000 x 12) <u>2</u> 2. a. Gevolgen verhoging leeftijd : 130 mio (57 - > 58 vanaf 1.1.1995 (700 x 31 000 x 12) <u>2</u> 3. Invoeren uitgroeiabaan 1993 : 440 mio 1994 : 260 mio 1995 : 260 mio Nieuwe beperking instroom met 5 % 1995 : 130 mio (700 x 31 000 x 12) <u>2</u>	1. Beperking toegang onderneming in moeilijkheden of herstructurering : (- 720 pers.) : 266 mio 2. Gevolgen verhoging leeftijd : 220 mio 57 - > 58 uiterlijk 31.12.1996 (1 200 x 31 000 x 12) <u>2</u> 2. a. Gevolgen verhoging leeftijd 1995 : 260 mio 3. Invoeren uitgroeiabaan 1993 : 440 mio 1994 : 260 mio 1995 : 260 mio Nieuwe beperking instroom 5 % 1996 : 130 mio (700 x 31 000 x 12) <u>2</u>
B. VERHOOGING UITSTROOM	1. 500 x 31 000 x 12 186 mio	Effect uitstroom 1993 : 372 mio Nieuwe verhoging uitstroom 1994 : 93 mio (500 x 31 000 x 12) <u>2</u>	Effect uitstroom 1993 : 372 mio Effect uitstroom 1994 : 186 mio Nieuwe verhoging uitstroom 1995 : 93 mio (500 x 31 000 x 12) <u>2</u>	Effect uitstroom 1993 : 372 mio Effect uitstroom 1994 : 186 mio Effect uitstroom 1995 : 186 mio Nieuwe verh. uitstroom 1996 : 93 mio (500 x 31 000 x 12) <u>2</u>
C. HOOFDELIJKE BIJDRAGE	Meer opbrengst 1993 : 194 mio (4 500 x 36 000 fr.) + 9 400 x 24 000 fr. <u>2</u> (**)	Meer opbrengst 1993 : 388 mio Meer opbrengst 1994 : 184 mio (4 500 x 36 000 fr.) + 9 800 x 24 000 fr. <u>2</u> (**)	Meer opbrengst 1993 : 388 mio Meer opbrengst 1994 : 368 mio Meer opbrengst 1995 : 200 mio (4 500 x 36 000 fr.) + 9 900 x 24 000 fr. <u>2</u> (**)	Meer opbrengst 1993 : 388 mio Meer opbrengst 1994 : 368 mio Meer opbrengst 1995 : 400 mio Meer opbrengst 1996 : 151 mio (4 500 x 36 000 fr.) + 5 900 x 24 000 fr. <u>2</u> (**)
TOTAAL	770 mio	1 928 mio	2 870 mio	3 980 mio

(*) : Beperking van de instroom met 7,5 % doordat men ofwel voltijds blijft werken (het stelsel verliest omwille van het wegvallen van de toegelaten arbeid veel van zijn aantrekkingskracht, dit effect zal afnemen) of een uitgroeiabaan neemt.

(**) : Hierbij moet rekening worden gehouden met de gevolgen van de andere maatregelen op de instroom van brugpensioneerden.
De hoofdelijke bijdrage voor brugpensioneerden in herstructurering is vastgesteld op gemiddeld 36.000 frank per jaar; voor " gewone " brugpensioneerden is deze bijdrage vastgesteld op 24.000 frank per jaar.

Fiche 2

BEGELEIDINGSPLAN

A. Achtergronden :

- activeren van het beleid t.o.v. werklozen (cfr. OESO-kritiek) ;
- verhogen van de samenwerking tussen Gewesten en Gemeenschappen (organieke opdrachten : plaatsing werklozen en beroepsopleiding) en de nationale overheid (organieke opdracht : werkloosheidsreglementering).

B. Samenvatting :

De kern van het inschakelingsbeleid wordt een individueel begeleidingsplan voor de werklozen.
Alle betrokken werklozen krijgen het recht om een plan aangeboden te krijgen.
Een weigering om hierop in te gaan heeft gevolgen voor de werkloosheidsuitkeringen.

C. Wie ?

Alle voltijds uitkeringsgerechtigde werklozen jonger dan 46 jaar die hun 9de maand werkloosheid aanvatten, evenals de jongeren met wachtuitkeringen die eenzelfde inactiviteitsduur hebben (6 maand wachttijd + 3 maand uitkeringen).

D. Hoe ?

- de RVA en de Gewestelijke diensten bepalen de maandelijkse lijst van de betrokken personen ;
- in een 1ste fase - betrokkenen worden opgeroepen door de Gewestelijke diensten die een diagnose opmaken van de situatie van de betrokken werklozen en hun informeren van hun toestand op de arbeidsmarkt ;
in een 2de fase - bieden de gewestelijke diensten aan de betrokken werklozen een actieplan aan vervat in een begeleidingsovereenkomst (een opleiding, een werk of een combinatie hiervan) ;
- het (niet)-deelnemen aan dit plan heeft gevolgen voor de werkloosheid.

E. Extra gevolgen werkloosheid :

Als werkloze plan weigert of faalt door eigen toedoen -> schrapping of schorsing uit werkloosheid.

Als werkloze faalt om andere redenen -> geniet "voordelen" van het plan (krediet van 6 maanden t.o.v. de toepassing van het oude art. 143).

F. Financiering :

De financiering wordt verzekerd door een bijdrage van 0,10 % berekend op het loon en geïnd door de RSZ.

De opbrengst van deze bijdrage wordt geschat op 2.000 miljoen waarvan 200 mio bestemd zijn voor de RVA voor de de opvolgingskosten, 1.000 mio voor de begeleidingsactiviteiten van de Gewesten en 800 Mio voor bijkomende opleidingen.

G. Aanvullende maatregelen :

De bestaande nationale- en regionale maatregelen zullen afgestemd worden op het doelpubliek :

- de stagereglementering ;
- de maatregelen inzake vrijstelling van sociale zekerheidsbijdragen ;
- de tewerstellingsprogramma's en tewerkstellingsstimuli.

Eén miljard van de begroting van de werkloosheid zal gebruikt worden voor financiële tussenkomsten voor de werkgevers die werklozen uit het begeleidingsplan aanwerven, teneinde de sociale lasten te verlagen.

Er wordt gedacht aan een maandelijkse tussenkomst van 10.000 F gedurende één jaar.

H. Besparingen :

1993 :	920 miljoen
1994 :	2.000 miljoen
1995 :	2.750 miljoen
1996 :	3.300 miljoen

UITWISSELING VAN GEGEVENS

A. Samenvatting :

Voor de regionalisering van de R.V.A. was de informatie beschikbaar in verschillende diensten ; vervolgens werden overeenkomsten gesloten over de uitwisseling van gegevens inzake :

1) Niet ingaan op een oproep.

2) Werkweigering.

3.1) Weigering van het volgen van een beroepsopleiding.

3.2) "Ontslag" tijdens het volgen van een beroepsopleiding.

B. Historiek :

Akkoorden van december 1988, december 1990 en juni 1991 die een pover resultaat opleverden.

De richtlijnen van de onderscheiden organismen verschillen op bepaalde punten van de akkoorden en blijkbaar was er weinig wil bij deze instellingen om de akkoorden toe te passen.

C. Akkoord :

1) Het engagement van de beleidsverantwoordelijken uit de Gewesten en Gemeenschappen om een copie van de oproepen inzake werkaanbod of beroepsopleiding ter beschikking te houden van de R.V.A.

2) Het engagement om een stelsel van uitwisseling van gegevens op te zetten waarvan de uitvoering op een correcte en daadwerkelijke wijze gebeurt.

3) Het engagement om de toepassing van het akkoord in de verschillende organismen te harmoniseren in de geest van een nieuwe omschrijving van de gevallen die aanleiding moeten geven tot een uitwisseling.

4) Het engagement om in de nodige gevallen bijkomende informatie uit te wisselen.

Fiche 3VERZWARING SANCTIES BIJ WERKVERLATING OF WERKWEIGERINGHuidige toestand :

De werkloze die zonder gegronde reden zijn job verlaten heeft, loopt het risico op een schorsing van zijn uitkering gedurende 4 tot 26 weken.

Indien deze werkverlating tot doel had te profiteren van de werkloosheid, bedraagt de schorsing 13 tot 26 weken.

De gemiddelde sanctie voor deze werkverlating is momenteel 10 weken.

Bij werkweigering (d.w.z. een aangeboden job wordt zonder geldige reden geweigerd) bedraagt de schorsing normaliter 4 tot 26 weken.

Indien hier de intentie aanwezig is om te profiteren van de werkloosheid, bedraagt ze 13 tot 26 weken.

De gemiddelde sanctie bij werkweigering bedraagt momenteel 17 weken.

Voorstel :

Bij werkverlating en werkweigering worden de sancties in belangrijke mate verzwagd tot een schorsing van minimaal 26 weken en maximaal 52 weken.

Ingeval van intentie om de werkloosheidsverzekering te misbruiken of van recidive wordt uitsluiting mogelijk. D.w.z. men moet eerst terug de toelaatbaarheidsvoorwaarden vervullen door opnieuw te gaan werken vooraleer men terug uitkeringsgerechtigd wordt.

Bovendien worden dezelfde sancties toegepast op die werklozen die in het raam van "het individueel begeleidingsplan" (eventueel opleiding inbegrepen) een negatieve houding aannemen die aantoon dat zij niet volledig beschikbaar zijn voor de arbeidsmarkt.

Besparing :

Rekening houdend met het ontwerp van vernieuwd protocol van gegevensuitwisseling over werkweigerings en werkverlatingen tussen regionale plaatsingsdiensten en de nationale RVA zullen deze sanctieverzwagingen in 1993 2 miljard opbrengen aan minder-uitgaven in de werkloosheid.

Besparing van 1994 tot 1996 : 2.900 Mio in '94, 3.600 Mio in '95 en 4.300 Mio in '96

Fiche 4

WERKLOOSHEIDSONDERBREKING

Huidige toestand

Een volledige uitkeringsgerechtigde werkloze kan tijdelijk een totale vrijstelling van stempelcontrole en van beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt bekomen wegens bepaalde sociale of familiale redenen (bijvoorbeeld opvoeding van kinderen of verzorging van inwonend familielid).

Deze vrijstelling kan hij krijgen gedurende minimum 6 maanden en maximum 1 jaar. Zij is evenwel hernieuwbaar tot een absoluut maximum van 5 jaar.

Tijdens de vrijstelling geniet de werkloze een verlaagde uitkering van 8.504 Fr. per maand (niet geïndexeerd).

In 1991 maakten 39.798 werklozen gebruik van dit stelsel.

Maatregel

Het stelsel blijft behouden.

De werkloze kan verder gedurende maximum 5 jaar gebruik maken van het stelsel.

De maandelijkse uitkering wordt echter op de volgende wijze degressief :

1° jaar : 8.504 fr./maand

2° jaar : 6.500 fr./maand

3° jaar : 4.500 fr./maand

4° jaar : 2.500 fr./maand

5° jaar : 0 fr./maand [gedurende dit 5° jaar blijft betrokkene genieten van een volledige vrijstelling en van al zijn sociale rechten. Bovendien wordt dit 5° jaar geneutraliseerd in het kader van de berekening van de werkloosheidsduur van de toepassing van art. 80 e.v. van het werkloosheidsbesluit (vroeger art. 143)].

Besparing

In 1993 : 1.030 Mio

Van 1994 tot 1996 : 1 miljard per jaar

Fiche 5WIJZIGING PROCEDURE ART. 80 e.v. WERKLOOSHEIDSBESLUITHuidige toestand

Wie in het kader van art. 80 (overschrijding van het dubbele van de gemiddelde duur van de werkloosheid van eigen regio en eigen groep) gesanctioneerd wordt, verliest zijn uitkering vanaf de eerste dag van de tweede maand die volgt op het ogenblik dat de werkloze die dubbele duur overschrijdt.

Bijvoorbeeld : de dubbele duur wordt bereikt op 10 mei ; de sanctie kan pas ingaan op 1 juli.

Wanneer op dat ogenblik de Nationale Administratieve Commissie zich nog niet uitsprak over het beroep dat de werkloze desgevallend tegen de schorsingsbeslissing instelde, kan een eventuele sanctie ten vroegste ingaan op de maandag die volgt op de uitspraak.

Dit brengt mee dat momenteel gemiddeld een dergelijke sanctie slechts ingaat 3 maanden na het overschrijden van de dubbele duur.

Voorstel

Het uitstel van de sanctie van art. 80 e.v. wordt afgeschaft.

Dit betekent dat de uitkeringen worden opgeschort vanaf het ogenblik dat de werkloze de dubbele duur bereikt, zelfs indien een eventuele beroepsprocedure wordt ingesteld.

Is een ingesteld beroep gegrond dan worden de opgeschorte betalingen retroactief hervat.

Deze maatregel zal bovendien een ontradend effect hebben op het stelselmatig instellen van ongerechtvaardigde beroepen.

Besparing

In 1993 : 300 Miljoen

Van 1994 tot 1996 : 200 Mio/jaar

MEERJARENPLAN : TEWERKSTELLING EN ARBEID

	<u>1993</u>	<u>1994</u>	<u>1995</u>	<u>1996</u>
<u>Brugpensioen</u>	770	1.928	2.870	3.980
<u>Begeleidingsplan</u>	920	2.000	2.750	3.300
<u>Sancties</u>	2.000	2.900	3.600	4.300
<u>Werkloosheidsonderbre-</u> <u>king</u>	1.030	1.000	1.000	1.000
<u>Artikel 80</u>	300	200	200	200
<u>TOTAAL</u>	<u>5.020</u>	<u>8.028</u>	<u>10.420</u>	<u>12.780</u>

BIJKOMENDE MAATREGELEN

03/08/92

1)	Ingang van de verzwaring van de sancties bij werkverlating of werkweigering (minimum 6 maanden) op 1.10.92 :	260 mio F
2)	Vermindering van de wisselkoerstoeslag van de grensarbeiders in Frankrijk met 25 % :	100 mio F
3)	Instelling van een carensperiode van 4 maanden voor het genieten van werkloosheidsuitkeringen ingeval van stopzetting van het arbeidskontraakt binnen de 6 maanden na het beëindigen van een loopbaanonderbrekingsperiode (met uitzondering van het ontslag in een onderneming, erkend als onderneming in moeilijkheden, of ingevolge een erkend herstructureringsplan) :	100 mio F
4)	Vermindering van het aantal procedurestappen bij de toepassing van artikel 80 en volgende :	200 mio F
5)	Meer selectieve toekenning van de vrijstelling van stempelcontrole en vermindering met 15 % van de werkloosheidsuitkeringen van de vrijgestelden, die <u>gratis</u> tewerkgesteld zijn in de VZW's en openbare besturen :	150 mio F
TOTAAL		<u>810 mio F</u>

VERVROEGING NAAR 1/10/92 VAN DE VERZWARING VAN DE SANCTIES
INGEVAL VAN WERKVERLATING OF WERKWEIGERING
(minimum 6 maanden)

MAATREGEL

Deze vervroeging naar 1/10/92 zal tot effect hebben dat de uitgesproken sancties in het laatste kwartaal 92 een schorsing van de werkloosheidsuitkering tot gevolg hebben van minstens 26 weken in plaats van de nu gemiddelde toegepaste sanctie van 10 weken.

De verzwaring van de sancties voor deze gevallen zal zijn volledige weerslag hebben in 93.

OPBRENGST : 260 mio F in 1993.

Fiche 6VERMINDERING VAN DE WISSELKOERSTOESLAG
VAN DE GRENSARBEIDERS IN FRANKRIJK**A. Situatie**

In 1973 werd een stelsel ingevoerd waarbij de grensarbeiders wonend in België en aan het werk in Frankrijk een aanvullende toelage kregen teneinde het lager loon ingevolge het toenmalig wisselkoersverlies te compenseren.

Op dit ogenblik wordt het voordeel enkel nog toegekend aan hen die vóór 01.04.1987 deze aanvullende toelage verkregen.

B. Maatregel

Er wordt voorgesteld om voor deze laatste groep het voordeel te verminderen. Om sociale redenen wordt slechts een vermindering met 25 % voorgesteld. Deze maatregel wordt als volgt verantwoord :

- de reële lohen stegen in Frankrijk sedert 1973 20 % vlugger dan in België ;
- geen onderscheid meer tussen grensarbeiders vóór en na 01.04.1987 ;
- geen onderscheid meer tussen grensarbeiders naargelang het land waar zij werken ;

C. Opbrengst

Nu krijgen 4.000 personen een toeslag van gemiddeld 7.200 Fr./maand.

Een vermindering met 25 % brengt 100 mio F per jaar op.

04/08/92

INSTAP IN DE WERKLOOSHEID NA EEN LOOPBAANONDERBREKING

Voor 1993 worden er ongeveer 57.000 loopbaanonderbrekingen verwacht.

De in- en uittreders belopen per jaar minstens 1/3 van het aantal uitkeringstrekkers of 19.000.

Meermaals wordt het nemen van een loopbaanonderbreking gebruikt als overstapperiode naar de werkloosheid, waarbij op het einde van de loopbaanonderbreking aan de werkgever gevraagd worden om te ontslaan ingevolge het feit dat er geen passende dienstbetrekking meer aanwezig is of omwille van herstructureringen.

Voorstel

Instelling van een carensperiode van 4 maanden, gedurende dewelke geen werkloosheidsperiode kan genoten worden ingeval de stopzetting van het arbeidskontraakt binnen de 6 maanden na de beëindiging van de loopbaanonderbreking plaats vindt. Deze carensperiode begint na de periode gedekt door de ontslagvergoeding.

Deze maatregel is niet van toepassing indien het ontslag gebeurt in een erkende onderneming in moeilijkheden of in een onderneming met een erkend herstructureringsplan.

Opbrengst

De opbrengst wordt op jaarbasis op 100 mio F geraamd.

Vermindering aantal procedurestappen "art. 143"

Huidige toestand

Momenteel zijn er 2 stappen in de procedure :

- a. Beroepsmogelijkheid bij werkloosheidsinspecteur en/of Nationale Administratieve Commissie.
- b. Verplicht officieel verhoor vóór kennisgeving van de sanctie door de Inspecteur.

Beslissing

Dit laatste verhoor laten wegvallen omdat bij art. 143 objectieve gegevens beoordeeld worden (inkomen, duurtijd, statuut) die niet tweemaal hoeven beoordeeld te worden.

Opbrengst

200 Mio in 1993 (berekend op basis van het aantal annulaties van de voorgenomen sancties die in dit stadium actueel gebeuren).

Van 1994 tot 1996 : 200 Mio per jaar.

Meer selectieve toekenning van de vrijstellingen
op de controle van werklozen

Huidige toestand

- A. Vrijstellingen van stempelcontrole en van beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt worden toegekend aan werklozen voor de voorbereiding op de vestiging als zelfstandige of op de oprichting van een onderneming (duur : 6 maand).
- B. Vrijstellingen van stempelcontrole worden toegekend aan de werklozen die zich gratis ter beschikking stellen van een openbare dienst, van een openbare instelling, ..., van een VZW.

Beslissing

- A. Afschaffing van de vigerende maatregel voor de betrokken werklozen.
- B. Vermindering met 15 % van de uitkeringen van de betrokken werklozen.

Opbrengst

- A. 30 mio F
 - B. 120 mio F
- TOTAAL 150 mio F**

GELIJKE - KANSENNOTA MINISTERRAAD

Budget met gedetailleerde uitgavekosten per jaar

(goedgekeurd Ministerraad van 17 juli 1992)

<u>Bud. ... Gelijke-kansen-nota</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>	<u>1994</u>
1. Vrouwen en fysiek geweld 1.1. Pilotproject voor de therapeutische begeleiding van daders van seksueel geweld. In 1992 worden twee teams aangesteld (N/F), in 1993 vier teams (2N/2F).			
- personeel : - deskundige ondersteuning van bestuurssecretarissen-criminologieën 2 per project projectleider(s) - gespecialiseerde consultaties (van psychiaters, verpleegkundigen, andrologen...)	6.000.000 1.500.000 300.000	12.000.000 3.000.000 600.000	12.000.000 3.000.000 600.000
- werking : - werkingskosten - aankoop gespecialiseerd materiaal (meet-machine)	1.400.000 800.000	2.800.000 800.000	2.800.000
----- TOTAAL	----- 10.000.000	----- 19.200.000	----- 18.400.000

1.2. Optimalisering Set Seksuele Agressie het betrekken van de doelgroepen bij de verbetering van de rechtspositie van geweldslachtoffers (politie, rijkswacht, wetsdokter, gerechtelijke labo's, parketmagistraten) door middel van hernieuwde infocampagne, brochure en intern overleg bij het doelpubliek - infocampagne - brochure uitgave - verplaatsingskosten organisatie intern overleg ----- TOTAAL	1.500.000 500.000 ----- 2.000.000	2.000.000 3.000.000 ----- 5.000.000	----- 5.000.000
1.3. Opvang van geweldslachtoffers pilootprojecten in 6 gemeenten in 1992, in 12 gemeenten in 1993 - aangepaste opvanglokalen - gespecialiseerde screen-off-videnapparatuur opleiding - permanentie (24 op 24u) ----- TOTAAL	1.800.000 200.000 ----- 2.000.000	3.600.000 1.400.000 ----- 5.000.000	----- 5.000.000

2. Gezin en Arbeid Verdeling van de gezinstaken : grootscheepse sensibilisingsactie met beroep op reclamebureau die de meest edeguate mediatype gebruikt : - T.V. spot : creatie, zendtijd - dagbladen : creatie, ruimte - (6 dagbladen x 3 verschijnen x 1/4 pg.) - affiches (baanaffiches en affichetten) : ontwerp - drukker - folders - campagneslogan en ander promotiemateriaal ----- TOTAAL		----- 2.000.000	----- 10.000.000
3. Vrouwen en Migranten 3.1. Opstellen van modellen van turkse en marokkaanse migranten die geslaagden zijn in professioneel leven - wetenschappelijk onderzoek - werkingskosten - follow-up naar publiek langs publication		1.660.000 150.000 690.000	

3.2. Onderzoek rechtspositie Migrantenmeisjes			
- wetenschappelijke onderzoeken		1.660.500	
- werkingskosten		150.000	
- follow-up naar publiek langs publicaties		690.000	
TOTAAL		5.000.000	
4. Vrouwen op de arbeidsmarkt			
4... Vrouwen in de openbare sector			
- Beschikkingstelling van deskundige als nationale coördinator voor nationale ministeries en openbare diensten		1.660.000	1.660.000
- werkingskosten en installatie seminarie tweemaal per jaar te organiseren + begeleidingsmateriaal voor al de positieve actie ambtenaren		500.000	700.000
- installatie van een uitgebreid informaticasysteem ter ondersteuning van de analytische rapporten in aansluiting met de databank van het Ministerie van het Openbaar Ambt		5.000.000	500.000
- opbouw van een databank voor de positieve acties in de lokale besturen ter ondersteuning van de positieve actie ambtenaar		2.300.000	2.000.000
TOTAAL		9.960.000	2.600.000
			7.460.000

4.2. Vrouwen in de privé-sector			
- begeleiding positieve acties door deskundige		1.660.000	1.660.000
- installatie en werkingskosten		340.000	340.000
-----	-----	-----	-----
TOTAAL		2.000.000	2.000.000
-----	-----	-----	-----
ALGEMEEN TOTAAL		31.000.000	41.160.000
-----	-----	-----	-----
			42.860.000

Ref. HDL/MJV
080992

SAMENVATTING BEGROTING TEWERKSTELLING EN ARBEID
(in miljoen F)

	<u>1991</u> (zonder huur)	<u>1992</u>	<u>1993</u>
1. Kabinetsuitgaven	58,2	63,4	66,9
2. - Personeelskosten	1719,5	1402,5	1466,1
- Administratiekosten		370,2	381,1
- Aankoop materieel		120,7	96,4
3. Kleine posten : departement	5,9	8,0	8,3
4. Belangrijke posten : departement			
a. <u>Sekretariaat-generaal en algemene administratieve diensten</u>			
- Contract met de burger		31,0	41,2
- Gelijke kansen beleid	-	-	67,0
- IAO-bijdrage	79,2	83,5	86,6
- Bijdrage IAO : kinderarbeid	-	1,0	1,0
- Euroloketten	0,3	0,5	0,5
- Bilaterale sociale hulp (Oostblok-landen)	46,0	30,4	30,8
- Professor BLANPAIN	-	-	0,5
- Rijksdienst voor Arbeidsgeneeskunde	-	-	10,0
b. <u>Dienst van Collectieve Arbeidsbetrekkingen</u>			
- Nationale Arbeidsraad	76,0	79,8	83,8
c. <u>Commissariaat Generaal</u>			
- Acties voor de sociale promotie van de werknemers	19,8	19,0	19,8
- Internationaal Colloquium : Gezin en Arbeid	-	7,0	-
- Vorming werknemersvertegenwoordigers	40,0	35,0	36,0
- Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid	19,5	20,7	21,5
- NOVA	29,7	34,9	35,9

d. Administratie van de Arbeidsveiligheid

- Fonds Ioniserende stralen : aankoop materieel	4,0	130,0	202,5
---	-----	-------	-------

e. Administratie van de Werkgelegenheid

- Educatief verlof	1430,0	1555,0	1867,0
- Werkloosheid : RVA	2442,0	2442,0	2442,0
- Werkloosheid : Pool der Zeelieden	191,5	191,5	191,5
- Brugpensioenen : RVA	8000,0	8000,0	8000,0
- Brugpensioenen : Renten	210,5	213,4	218,5
- Brugpensioenen : douaneagentschappen	-	-	40,0
- Hertewerkstelling (1) (zie bijlage)	8020,5	10.674,0	11.346,5
- Hulp E.G.K.S. : wachtgelden	400,7	152,8	200,1
- Trekkingsrechten	12.597,4	12.597,4	12.597,4
- Europees sociaal Fonds : acties voor risicogroepen	329,6	409,3	308,9

f. Wetenschapsbeleid

- Studies	4,0	9,0	9,2
-----------	-----	-----	-----

<u>TOTAAL</u>	35.724,3	38.651,1	39.877,0
---------------	----------	----------	----------

- 1) In 1991 heeft het F.S.O. een renteloos voorschot verstrekt van 1 miljard F, zodat deze kredieten in dat jaar met 1 miljard F konden verminderd worden.

Bijlage 1HERTEWERKSTELLING : 10,674 mio F

	<u>1992</u>	<u>1993</u>
- Aanpassing van de arbeidstijd in de verplegingsinstellingen	6,0	6,0
- Krediet voor de wederinschakeling van langdurige werklozen (Ronde Tafelfonds)	155,3	159,8
- Krediet voor de herintegratie arbeidsongeschikte werknemers	25,0	25,7
- Tewerkstellingsfonds		
- Uitgaven aan Gewesten en Gemeenschappen in het begeleidingsplan	-	1800
- Uitgaven aan bedrijven i.v.m. het begeleidingsplan	-	120
- Bevordering van de arbeid in hospitalen en MPI	130,0	50
- Initiatieven ten voordele van risikogroepen (0,18 % - 0,25 %)	800,0	500
- Bevordering van werkgelegenheid voor de diensten afhangende van de jeugdbescherming (recyclage loonmatiging 2 %)	420,2	489
- Toelage aan de RVA (3-3-5 actie uit het verleden + toelage voor het begeleidingsplan)	1.075,0	400
	SUBTOTAAL :	2.425,2 3.359
- RVA		
- Loopbaanonderbreking	7.166,6	6.932,5
- GECO's in de nationale besturen	874,4	850,5
- Diversen	21,5	13,0
	SUBTOTAAL :	8.062,5 7.796,0
LGEMEEN TOTAAL	: 10.674,0 11.346,5	

09.1992

**BUDGET 1993
BEGROTING 1993**

(En milliers de francs)
(In duizendtal len frank)

Art. 42.01.

Subvention accordée à l'Office national de l'Emploi relative au chômage et à l'emploi.

Les prévisions de recettes et de dépenses de l'O.N.E.M. pour 1993, s'établissent

I. Dépenses

- a) Allocations de chômage
- 1) Avances aux organismes de paiement :
 - à charge de l'O.N.E.M.
 - à charge du F.F.E.
 - 2) Autres (annulation de créances, détournements et allocations)
- b) Intervention dans les frais d'administration des organismes de paiement
- c) Bonification de charge aux frontaliers en France
- d) Allocations complémentaires aux travailleurs frontaliers âgés
- e) Dépenses de fonctionnement des services administratifs
- f) Frais de fonctionnement O.N.E.M. à charge F.F.E.
- g) Remboursements et intérêts sur cotisation spéciale et unique de sécurité sociale
- h) Remboursement de prêts
- i) Intérêts sur découverts O.N.E.M.
- j) Intervention dans le programme de remise au travail

Total des dépenses :

II. Recettes :

- a) Transfert de contributions sociales :
- Cotisations sociales
 - Fonds national de retraite des ouvriers mineurs
 - Administration des Pouvoirs locaux
 - Pool des marins

Art. 42.01.

Toelage verleend aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in verband met de werkloosheid en de werkgelegenheid.

Ontvangsten en uitgaven van de R.V.A. voor 1993 worden als volgt geraamd :

I. Uitgaven

- a) Werkloosheidsuitkeringen
- 1) Voorschotten aan de uitbetalingsinstellingen :
 - ten laste van de R.V.A.
 - ten laste van F.S.O.
 - 2) Andere (vermietiging van schuldborderingen, ontvreemdingen en vergoedingen).
- b) Tegemoetkoming in de bestuurskosten der uitbetalingsinstellingen
- c) Wissekoers toeslag aan grensarbeiders in Frankrijk
- d) Aanvullende uitkeringen aan bejaarde grensarbeiders
- e) Werkingsuitgaven van de administratieve diensten
- f) Werkingskosten R.V.A. ten laste van F.S.O.
- g) Terugbetalingen en interesten op bijzondere en eenmalige bijdrage van de sociale zekerheid
- h) Aflossing opgenomen leningen
- i) Interesten op tekorten R.V.A.
- j) Tussenkost in het tewerkstellingsprogramma

Totaal voor de uitgaven :

II. Ontvangsten :

- a) Overdracht van de sociale bijdrage :
- Sociale bijdragen
 - Nationaal pensioenfonds voor mijnwerkers
 - Administratie van de lokale besturen
 - Pool der Zeevlieden

Bijlage 8

G3.1992

BUDGET 1993
BEGROTING 1993(En milliers de francs)
(In duizendtallen frank)

b) Produits et récupérations diverses (intérêts et récupération, prêts accordés, allocations de chômage, formation professionnelle, dépenses de fonctionnement des services administratifs).	1.740.400	b) Diverse opbrengsten en terugvorderingen (Interessen en terugvordering, toegesane leningen, werkloosheidsuitkeringen beroepsopleiding, werkingsuitgaven van de administratieve diensten)
c) Cotisation spéciale hauts revenus	37.000	c) Bijzondere bijdrage hoge inkomsten
d) Participation du Fonds pour réaliser l'équilibre financier	58.484.200	d) Deelname van het Fonds ter verwezenlijking van het financieel evenwicht
- modulation salariale	13.530.000	- loonmatiging
- retenues spécifiques	400.000	- specifieke inhoudingen
e) Versement du Fonds pour l'Emploi	-	e) Storting van het Fonds voor de tewerkstelling
f) Boni années antérieures	180.000	f) Boni vorige jaren
g) Remboursement des allocations de chômage à charge de l'O.N.P.	1.800.000	g) Terugvordering van de werkloosheidsuitkeringen ten laste van de R.V.P.
h) Cotisations employeurs pour le travail à temps partiel	5.139.000	h) Bijdrage werkgevers voor de deeltijdse tewerkstelling
i) Cotisation sociale FFE	-	i) Sociale bijdrage FSO
Total des recettes :	155.439.200	Total voor de ontvangsten :
Les dépenses s'élèvent à	157.881.200	De uitgaven bedragen
Les recettes s'élèvent à	155.439.200	De ontvangsten bedragen
Le subside de l'Etat s'élève à	2.442.000	De staatssubsidie bedraagt

09.1992

BUDGET 1993
BEGROTINGS 1993

(En milliers de francs)
(In duizendtallen frank)

Art. 42.04. - Subvention en matière de prévisions.

F12 - Dépenses :

Prévisions conventionnelles (convention n° 17)

II. - Recettes :

- FEF - modération salariale
- Recettes propres de l'ONEM
- Recettes complémentaires provenant des montants capitalisés

Total des recettes :

Les dépenses s'élèvent à

Les recettes s'élèvent à

Le subside de l'Etat s'élève à

Art. 42.04. - Toelage inzake bruggensloenen.

I. - Uitgaven :

Overgeëngelopen bruggensloenen (conventie nr. 17)

II. - Ontvangsten :

- FEF - loonmatiging
- Eigen ontvangsten van de R.V.A.
- Bijkomende ontvangen ingevolge de capitalieve bijdragen

Totaal van de ontvangsten

De uitgaven bedragen

De ontvangsten bedragen

De Staatstoeleage bedraagt

09.1992

BUDGET 1993
BEGROTING 1993

(En milliers de francs)
(In duizendtallen frank)

Art. 42.07. - Dépenses inhérentes à la mise au travail de chômeurs - Régime général

Le subside de l'Etat s'élève à

13.000

Art. 42.07. - Uitgaven inherent aan de tewerkstelling van werklozen - Algemeen stelsel.

De Staatstoelage bedraagt

09. 1992

BUDGET 1993
BEGROTING 1993

(En milliers de francs)
(In duizendtallen frank)

Art. 42.09. - Subvention accordée à l'Office national de l'emploi relative
aux programmes de remise au travail

I. Dépenses

1. Allocations de remplacement

2. Frais de fonctionnement de l'ONEM relative au programme de résorption
du chômage

3. Régimes de remise au travail.

Total des dépenses

II. Recettes :

Divers

Total des recettes

Le subside de l'Etat, qui représente la différence entre les recettes et les
dépenses s'élève à :

Dépenses :

Recettes :

Art. 42.09. - Toelage verleend aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in ver-
band met de programma's voor hertewerkstelling.

I. Uitgaven

1. Onderbrekingspremies

2. Werkingskosten van de R.V.A. in verband met de programma's tot opslorping van
de werkloosheid.

3. Hertewerkstellingssteun.

Totaal van de uitgaven

II. Ontvangsten :

Diversen

Totaal van de ontvangsten

De Staatstoeelage die het verschil tussen de ontvangsten en de uitgaven omvat,
bedraagt :

Uitgaven :

Ontvangsten :

BUDGET 1993
BEGROTING 1993

(En milliers de francs)
(In duizendtallen frank)

Art. 42.11. - Dépenses inhérentes à l'engagement de contractuels subventionnés.

I. - Dépenses :

1. Primes normales

2. Primes spéciales

Total des dépenses

400.500

457.900

858.400

II. - Recettes :

Remboursements divers

Le subside de l'Etat qui représente la différence entre les dépenses et les recettes s'élève à

7.900

850.500

Art. 33.04. - Paiement, à l'intervention de l'Office national de l'Emploi, des indemnités d'attente aux travailleurs victimes de certaines fermetures d'entreprises et des primes de départ aux travailleurs licenciés des charbonnages

Le subside de l'Etat s'élève à

200.100

Le Statutolage bedraagt

Art. 42.11. - Uitgaven inherent aan de aanwerving van gesubsidieerde contractuelen.

I. - Uitgaven :

1. Gewone premies

2. Speciale premies

Totaal voor de uitgaven

400.500

457.900

858.400

II. - Ontvangsten :

Verschillende uitgaven

De Staatstoeelage die het verschil is tussen de uitgaven en de ontvangsten bedraagt

7.900

850.500

Art. 33.04. - Betaling, door toedoen van de Rijkdienst voor arbeidsvoorziening van de wachtgelden aan de werknemers die getroffen werden door sommige sluitingen van ondernemingen en van vertrekpremie's aan ontslagen werknemers van steenkoolmijnen.

De Staatstoeelage bedraagt

200.100

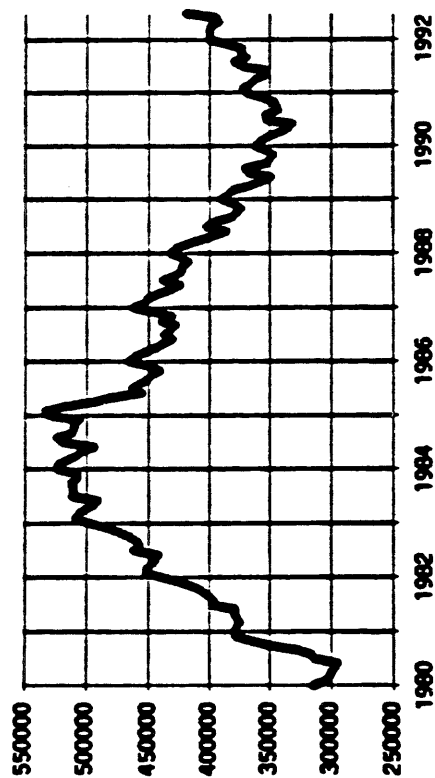
MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
ADMINISTRATIE VAN DE WERKGELEGENHEID
DIRECTIE VAN DE STUDIE DER ARBEIDSPROBLEMEN

WERKLOOSHEID
EN
HERTEWERKSTELLINGSMAATREGELEN
BASISGEGEVENS
JULI 1992

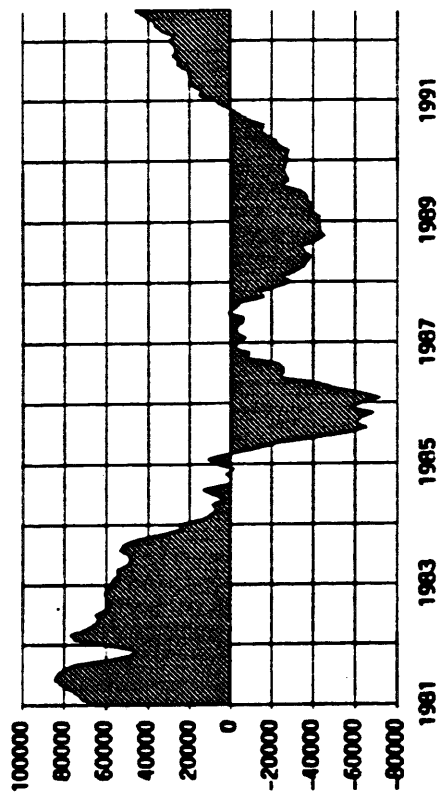
STATISTISCHE TABELLEN	
Tabel 1 : Werkloosheid in het algemeen	
Tabel 2 : Werkloosheid verdeeld per gewest	
Tabel 3 : Werkloosheidsgraden	
Tabel 4 : Instroom en uitstroom van de werkloosheid	
Tabel 5 : Ondertewerkstellingsindicatoren	
Tabel 6 : Hertewerkstellingsmaatregelen	
GRAFIEKEN	
Grafiek 1 : Evolutie van de werkloosheid	
Grafiek 2 : Evolutie van de werkloosheid in de drie gewesten	
Grafiek 3 : Evolutie van de werkloosheidsgraden (België en E.G.)	
Grafiek 4 : Evolutie van de in- en uitstroom van de werkloosheid	
Grafiek 5 : Evolutie van het aantal niet - werkenden	
DEFINITIES VAN DE GEHANTERDE BEGRIJPEN	

Evolutie van het aantal uitkeringsgerechtigde werklozen en verschil over 12 maanden (1980 tot 1991)

Absolute cijfers



Vershill over twaalf maanden



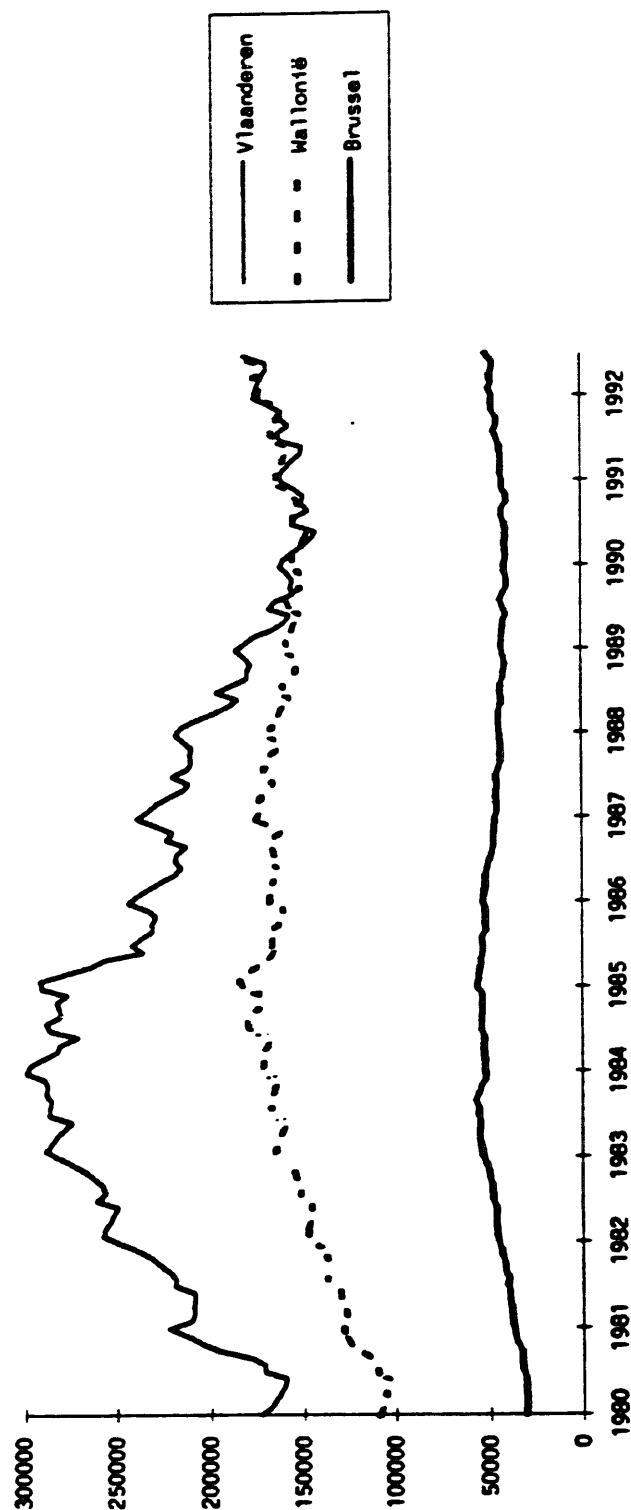
Periode	NIET MERKENDE MERKZOEK. (1)	Uittredingsgerechtigde volledig werklozen											
		Totaal			leeftijd			duur					
					<25 jaar			>25 jaar					
		Absoluut	Verschil		Absoluut	Verschil		Absoluut	Verschil		<1 jaar	>1 jaar	
1989	419.304	-8,7	363.937	-8,5	80.751	-16,1	283.186	-6,0	130.198	-3,0	233.738	-11,1	
1990	402.790	-4,0	347.931	-4,3	72.760	-9,4	275.171	-2,8	134.742	3,5	213.189	-8,7	
1991	429.496	6,6	368.732	6,0	80.289	10,3	288.443	4,8	158.574	17,7	210.158	-1,4	
1991	423.113	2,1	369.221	2,1	82.863	3,2	286.358	1,8	158.258	12,2	210.963	-4,4	
Januari	418.873	4,9	371.917	4,2	85.249	7,4	286.668	3,2	162.320	16,8	209.597	-3,9	
Februari	405.733	5,1	365.875	4,1	84.821	9,7	281.054	2,5	159.882	17,7	205.993	-4,5	
Maart	397.812	6,4	361.254	5,5	81.826	12,2	279.428	3,6	157.077	20,3	204.177	-3,7	
April	389.918	6,9	354.397	5,7	77.273	12,3	277.124	4,0	151.617	20,8	202.780	-3,4	
Mai	391.116	7,2	352.337	6,2	74.514	12,4	277.823	4,6	150.159	21,3	202.178	-2,8	
Juni	443.814	6,1	372.827	5,8	81.740	10,9	291.087	4,5	162.337	18,2	210.490	-2,1	
Juli	460.373	7,5	379.080	7,3	82.726	13,2	296.354	5,7	164.309	19,0	214.771	-0,2	
Augustus	455.422	7,5	368.915	7,4	78.681	12,7	290.234	6,0	155.781	19,0	213.134	0,3	
September	456.288	8,5	372.738	8,2	78.176	11,9	294.562	7,4	157.775	17,4	214.963	2,3	
Oktober	452.233	8,3	372.715	7,8	76.233	10,0	296.482	7,2	157.313	15,6	215.402	2,7	
November	459.256	8,5	383.510	7,8	79.369	9,6	304.141	7,3	166.058	15,0	217.452	2,8	
December													
1992	461.146	9,0	399.439	8,2	89.836	8,4	309.603	8,1	176.797	11,7	222.642	5,5	
Januari	451.391	7,8	399.335	7,4	90.930	6,7	308.405	7,6	176.745	8,9	222.590	6,2	
Februari	443.101	9,2	399.744	9,3	92.000	8,5	307.744	9,5	177.246	10,9	222.498	8,0	
Maart	438.810	10,3	398.378	10,3	89.592	9,5	308.786	10,5	174.173	10,9	224.205	9,8	
April	430.457	10,4	391.924	10,6	85.108	10,1	306.816	10,7	167.451	10,4	224.473	10,7	
Mai	435.712	11,4	394.670	12,0	84.041	12,8	310.629	11,8	168.506	12,2	226.164	11,9	
Juni	488.280	10,0	418.838	12,3	91.747	12,2	327.091	12,4	181.606	11,9	237.232	12,7	
Juli													

Verschil in % over 12 maanden

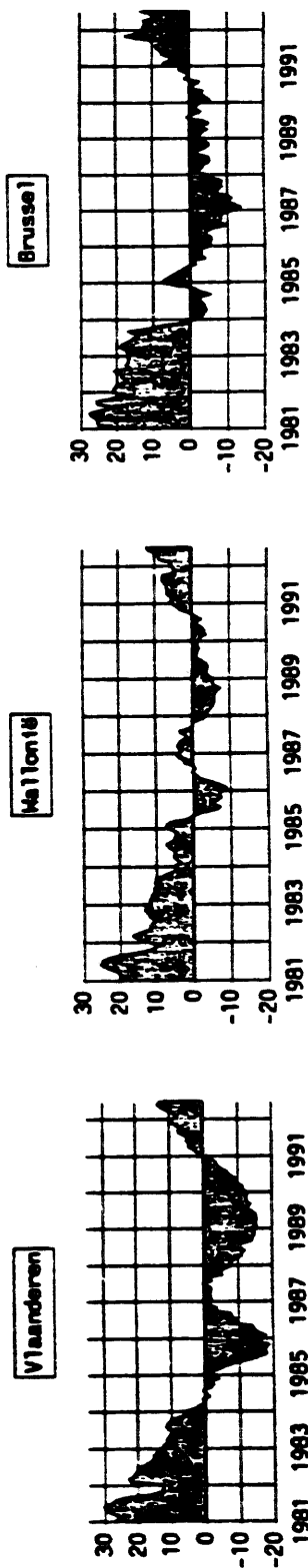
Angewandte

42653 12,4 92823 12,2 33266 13,5

Evolutie van de U.V.W. in de drie gewesten - 1980 tot 1991

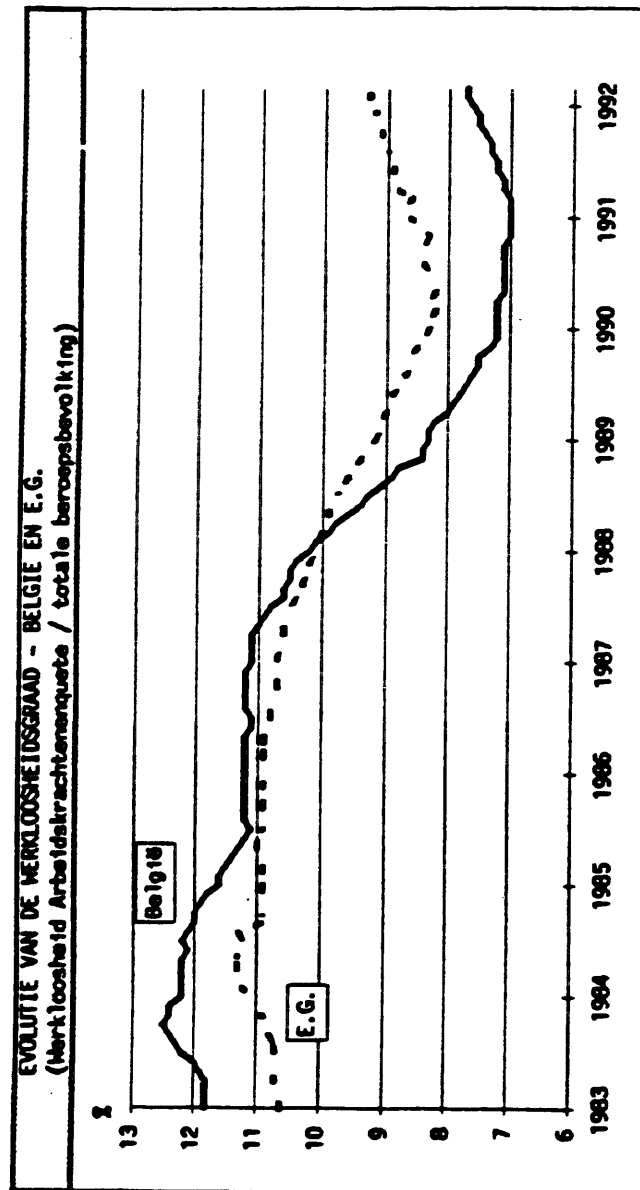


VERSCHIL OVER 12 MAANDEN

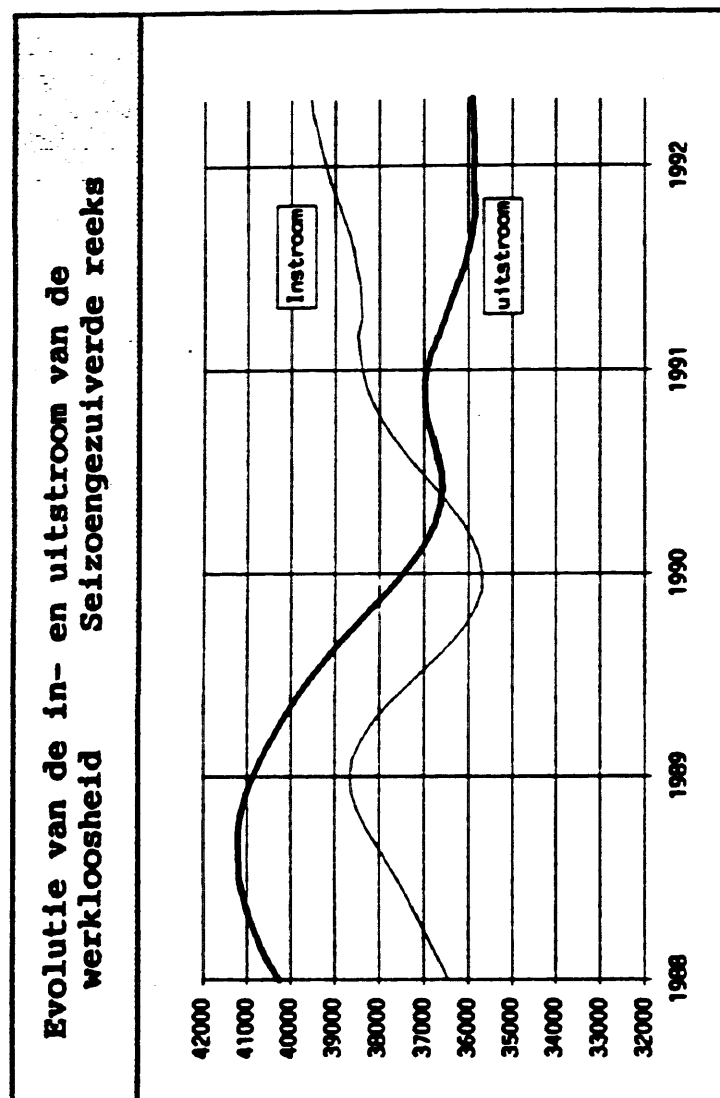


Witkeringsgerechtigde volledig werklozen verdeeld per gewest								
Periode	Rijk		Vlaanderen		Wallonië		Brussel	
	Absoluut	Vershil	Absoluut	Vershil	Absoluut	Vershil	Absoluut	Vershil
1989	363.937	-8,5	166.054	-14,3	155.678	-3,1	42.204	-2,8
1990	347.931	-4,3	152.622	-7,9	153.796	-1,2	41.513	-1,6
1991	368.732	6,0	160.052	4,9	163.613	6,4	45.067	8,6
1991								
Januari	369.221	2,1	161.536	-1,0	164.978	5,3	42.707	2,1
Februari	371.917	4,2	163.586	2,0	164.481	5,6	43.850	7,2
Maart	365.875	4,1	159.917	2,5	162.683	5,4	43.275	5,1
April	361.254	5,5	156.189	4,4	161.604	6,7	43.461	5,0
Mai	354.397	5,7	151.426	4,2	159.201	6,7	43.770	7,4
Juni	352.337	6,2	150.428	5,2	157.968	6,8	43.941	7,5
Juli	372.827	5,8	162.371	4,0	165.057	6,9	45.399	8,9
Augustus	379.080	7,3	164.301	6,1	167.930	7,9	46.849	9,2
September	368.915	7,4	158.047	7,3	165.539	8,0	45.329	5,9
Oktober	372.738	8,2	161.847	7,0	164.872	8,0	46.019	13,4
November	372.715	7,8	162.011	8,1	162.786	4,9	47.918	17,5
December	383.510	7,8	168.967	9,4	166.262	4,7	48.281	13,5
1992								
Januari	399.439	8,2	176.677	9,4	174.793	5,9	47.969	12,3
Februari	399.335	7,4	175.935	7,5	173.926	5,7	49.474	12,8
Maart	399.744	9,3	174.676	9,2	176.707	8,6	48.361	11,8
April	398.378	10,3	172.935	10,7	176.519	9,2	48.924	12,6
Mai	391.924	10,6	170.165	12,4	174.172	9,4	47.587	8,7
Juni	394.670	12,0	170.718	13,5	175.922	11,4	48.030	9,3
Juli	418.838	12,3	182.178	12,2	185.295	12,3	51.365	13,1

Vershil in % over 12 maanden



WERKLOOSHEIDSGRADEN								
Periode	Rijk (2)	Vlaanderen (2)	Mallonië (2)	Brussel (2)	niet werkende werkzoek. (3)	Eur. 12 (4)	België (4)	België (5)
1989	13,2	10,6	20,5	17,2	9,9	8,9	8,5	8,0
1990	12,3	9,7	20,2	16,9	9,7	8,3	8,1	7,2
1991	12,8	9,9	20,6	18,4	10,4	8,9	8,3	7,1
1991								
Januari	12,9	10,1	21,2	17,3	10,2	8,3	8,3	7,0
Februari	12,9	10,2	21,1	17,8	10,1	8,4	8,5	7,0
Maart	12,7	10,0	20,9	17,6	9,8	8,5	8,4	7,0
April	12,6	9,8	20,8	17,6	9,6	8,6	8,5	7,0
Mai	12,3	9,5	20,5	17,8	9,4	8,9	8,0	7,0
Juni	12,3	9,3	19,6	17,9	9,4	9,0	8,1	7,1
Juli	13,0	10,0	20,4	18,5	10,7	9,0	8,3	7,1
Augustus	13,0	10,1	20,8	19,1	11,1	9,0	8,4	7,2
September	12,6	9,7	20,5	18,5	11,0	9,0	8,4	7,2
Oktober	12,8	10,0	20,4	18,8	11,0	9,0	8,5	7,3
November	12,8	10,0	20,2	19,6	10,9	9,2	8,5	7,3
December	13,2	10,4	20,6	19,7	11,1	9,2	8,6	7,4
1992								
Januari	13,7	10,9	21,6	19,6	11,0	9,2	8,6	7,5
Februari	13,7	10,8	21,5	20,2	10,8	9,3	8,7	7,5
Maart	13,7	10,8	21,9	19,7	10,6	9,3	8,8	7,6
April	13,7	10,7	21,9	20,0	10,5	9,4	8,9	7,7
Mai	13,4	10,5	21,6	19,4	10,3	n.d.	n.d.	7,7
Juni	13,5	10,5	21,8	19,6	10,4	n.d.	n.d.	7,8
Juli	14,4	11,2	22,9	21,0	11,7	n.d.	n.d.	7,8

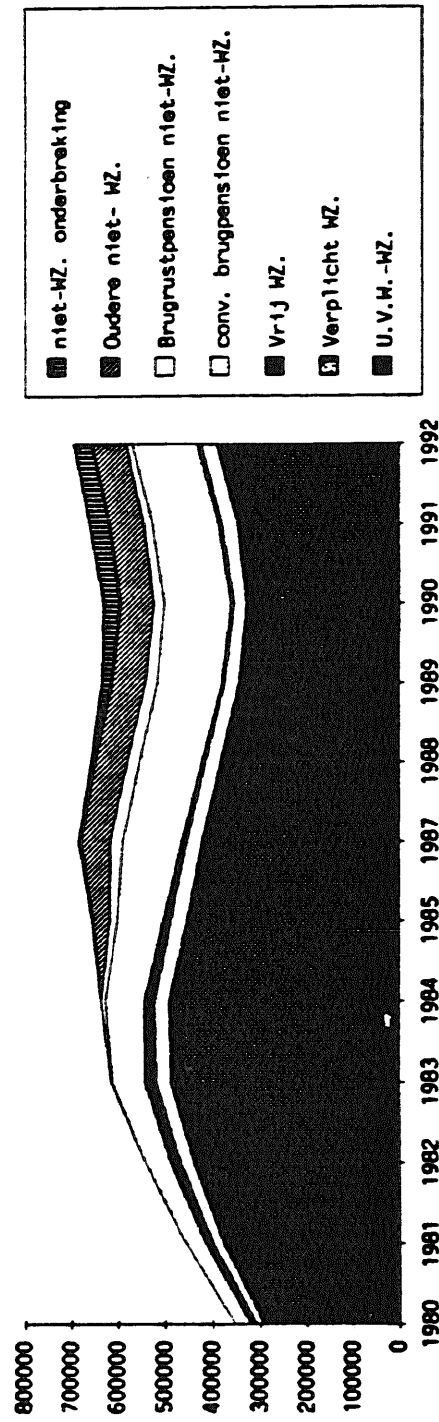


IN- EN UIT INSTROOM VAN DE WERKLOOSHEID Seizoengezuiverde reeks				
Periode	Instroom		Uitstroom	
	A.C.	Vershill(*)	A.C.	Vershill(*)
1989	37.264	-0,8	39.511	-3,5
1990	37.021	-0,7	36.868	-6,7
1991	38.457	3,9	36.274	-1,6
1991				
Januari	38.320	7,3	36.908	-1,5
Februari	38.368	7,3	36.803	-1,0
Maart	38.395	6,9	36.679	-0,7
April	38.400	6,2	36.543	-0,6
Mei	38.408	5,4	36.400	-0,6
Juni	38.418	4,6	36.268	-0,8
Juli	38.517	4,0	36.117	-1,4
Augustus	38.579	3,2	36.013	-1,9
September	38.671	2,7	35.910	-2,4
Oktober	38.794	2,3	35.852	-2,5
November	38.937	2,2	35.841	-3,0
December	39.082	2,2	35.865	-2,9
1992				
Januari	39.197	2,3	35.865	-2,8
Februari	39.304	2,4	35.864	-2,6
Maart	39.392	2,6	35.867	-2,2
April	39.495	2,9	35.867	-1,8
Mei	39.535	2,9	35.910	-1,3

(*) Verschil over 12 maanden in %

HERTEMERKSTELLINGSMAATREGELEN							LOOPBAAN- ONDERBREKING		
Periode	D.A.C. (9)	Stage van jongeren			GESO (10)	leningen Startlen. zelfstand.	privé sektor	publieke sektor	totaal
		privé sekt	blieke sek	totaal					
1989	22.424	25.304	10.714	36.019	41.400	10.672	17.341	20.269	37.610
1990	22.424	24.905	9.465	34.370	41.892	11.026	21.280	24.375	45.655
1991	14.557	21.749	5.315	26.880	41.828	10.846	22.443	26.911	49.354
1991									
Januari	17.496	23.954	8.185	32.139	41.205	10.919	21.775	24.792	46.567
Februari	16.668	23.746	7.448	31.194	41.205	10.924	22.621	26.790	49.411
Maart	15.824	23.954	7.199	31.153	41.205	10.930	22.735	27.447	50.182
April	14.889	21.976	5.770	27.746	42.005	10.937	21.908	27.045	48.953
Mai	14.351	21.692	5.621	27.313	42.005	10.941	22.469	27.894	50.363
Juni	14.120	21.086	5.297	26.383	42.005	10.817	23.000	28.237	51.237
Juli	13.984	20.814	5.016	25.830	41.896	10.820	22.492	27.591	50.083
Augustus	13.938	20.962	4.629	25.591	41.896	10.809	22.066	27.520	49.586
September	13.819	20.956	4.193	25.149	41.896	10.803	22.686	21.966	44.652
Oktober	13.682	22.227	3.799	26.026	42.206	10.796	22.324	25.726	48.050
November	13.552	21.292	3.460	24.752	42.206	10.738	22.303	28.040	50.343
December	13.471	20.150	3.157	23.307	42.206	10.720	22.932	29.885	52.817
1992									
Januari	13.441	19.926	2.934	22.860	n.d.	10.690	24.023	31.451	55.474
Februari	13.419	19.461	2.431	21.892	n.d.	10.659	23.894	31.441	55.335
Maart	13.412	19.415	2.285	21.700	n.d.	10.606	25.239	32.906	58.145
April	13.383	19.588	2.193	21.781	n.d.	10.563	26.029	33.871	59.900
Mai	13.361	19.621	2.243	21.864	n.d.	10.551	26.372	34.378	60.750
Juni	13.316	19.351	2.166	21.517	n.d.	10.540	26.577	34.501	61.078
Juli	13.294	18.641	2.125	20.766	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

**Evolutie van de niet-werkende werkzoekenden en de niet-werkende
niet werkzoekenden Periode van Juni 1980 tot 1992**



DIVERSE INDICATOREN VAN ONDERTEKERSTELLING												
Periode	DE NIET - MERKENDEN											
	Herkzoekenden						Niet - werkzoekenden					
	U. V. M.	verplicht ingeschre- venen	vrij ingeschre- venen	Oudere niet werkzoek (6)	Niet - werkloosheids- Onderbreking (7)	convention- nele	Bruggens loenen			TOTAAL	DE MERKENDEN Herkzoekenden	Deeltijds werkende werkzoekenden (8)
							brugrust	grensarb.	totaal			
1989	363.937	45.898	9.496	72.877	21.722	136.200	24.035	1.045	161.280	675.210		197.451
1990	347.931	45.615	9.327	72.432	36.229	140.001	21.485	1.084	162.570	674.104		204.068
1991	368.732	49.455	11.768	73.911	43.768	139.700	16.937	1.088	157.725	705.359		195.963
1991												
Januari	369.221	43.517	10.375	73.492	41.777	140.247	19.372	1.089	160.708	699.090		199.930
Februari	371.917	36.337	16.125	72.903	43.405	140.771	18.958	1.092	160.821	701.508		197.788
Maart	365.875	28.773	11.085	73.770	43.085	140.669	18.474	1.080	160.223	682.811		196.432
April	361.254	25.514	11.044	73.355	43.707	140.419	18.043	1.088	159.550	674.424		196.314
Mai	354.397	24.624	10.897	73.733	43.462	140.063	17.558	1.088	158.709	665.822		196.122
Juni	352.337	27.997	10.782	74.192	44.075	139.877	17.116	1.076	158.069	667.452		194.787
Juli	372.827	59.029	11.958	74.177	44.418	139.504	16.680	1.061	157.245	719.654		190.623
Augustus	379.080	70.197	11.096	74.077	44.501	139.283	16.248	1.051	156.582	735.533		190.869
September	368.915	74.723	11.784	74.184	44.566	138.937	15.816	1.110	155.864	730.035		197.128
Oktober	372.738	71.486	12.064	74.478	44.489	139.085	15.404	1.111	155.600	730.855		197.036
November	372.715	67.346	12.172	74.650	44.111	138.932	14.996	1.109	155.037	726.031		197.893
December	383.510	63.917	11.829	73.918	43.624	138.610	14.580	1.103	154.293	731.091		196.637
1992												
Januari	399.439	49.923	11.784	73.660	43.288	138.932	14.141	1.104	154.177	732.271		198.916
Februari	399.335	40.116	11.940	73.666	43.068	138.927	13.757	1.099	153.783	721.908		201.519
Maart	399.744	31.042	12.315	73.999	42.557	138.799	13.326	1.099	153.224	712.881		203.558
April	398.378	28.146	12.286	74.034	42.234	138.742	12.886	1.101	152.729	707.807		203.738
Mai	391.924	26.832	11.701	74.498	41.656	138.481	12.424	1.092	151.997	698.608		203.919
Juni	394.670	29.672	11.379	74.119	41.020	138.263	12.017	1.086	151.366	702.226		201.585
Juli	418.838	57.496	11.946	74.169	40.025	137.864	n.d.	1.087	n.d.	n.d.		196.594

DEFINITIES VAN DE GEHANTEERDE BEGRIPPEN

TABEL 1 De niet werkende werkzoekenden (1) omvatten :

- a. de werkzoekende uitkeringsgerechtigde volledig werklozen die niet gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst een die werkloosheids- of wachtuitkeringen genieten en bovendien ingeschreven zijn als werkzoekende.
- b. de andere verplicht ingeschreven niet werkende werkzoekenden, waartoe o.m. behoren: jongeren in hun wachttijd, sommige werklozen die tijdelijk van het genot van werkloosheidsuitkeringen uitgesloten werden en de werkzoekenden verwezen worden door het O.C.M.W.
- c. De vrij ingeschreven niet werkende werkzoekenden die geen uitkering genieten maar zich vrijwillig als werkzoekende inschrijven om te genieten van de plaatsingsdiensten van de openbare diensten voor arbeidsbemiddeling.

TABEL 3 Werkloosheidsgraden

- (2) Aantal U.V.W. in verhouding tot de tegen werkloosheid verzekerde bevolking (Basis : RSZ voor het land, RIZIV voor de gewesten).
- (3) Deze graad wordt gewoonlijk op nationaal vlak gehanteerd en omvat de niet werkende werkzoekenden (zie 1) in verhouding tot de totale beroepsbevolking.
- (4) Berekend door EUROSTAT - Internationaal vergelijkbare werkloosheidsgraad.
Seizoengezuiverde gegevens - Basis Arbeidskrachtenenquête geactualiseerd op basis van de administratieve gegevens in verhouding tot de totale burgerlijke beroepsbevolking.
- (5) Graad gehanteerd door de O.E.S.O.
idem als (4) - Berekend door het M.T.A. op basis van de totale beroepsbevolking

TABEL 5 Ondertewertstellingsindicatoren

- (6) De oudere niet werkzoekende werklozen.
Somige oudere langdurig werklozen, van ten minste 55 jaar oud, kunnen, op aanvraag, vrijstelling van de inschrijving als werkzoekende genieten zonder het recht op werkloosheidsuitkeringen te verliezen.
- (7) De werkloosheidsonderbreking om sociale of familiale redenen.
De werkloze kan vrijstelling genieten van de inschrijving als werkzoekende alsmede van de hieraan verbonden verplichtingen en een uitkering ontvangen waarvan het bedrag overeenstemt met dat toegekend aan een werknemer in loopbaanonderbreking.
- (8) De deeltime tewerkgestelde werklozen zijn werklozen die een verkorte werktijd aanvaarden om aan de werkloosheid te ontsnappen maar die ingeschreven blijven als werkzoekende voor een voltijdse betrekking.

TABEL 6 De hertewertstellingsprogramma's

- (9) De D.A.C.'ers zijn de werklozen tewerkgesteld in het kader van het Derde Arbeidscircuit.
- (10) De GESKO's zijn de Gesubsidieerde Contractuele tewerkgesteld in de provinciale en plaatselijke besturen.

voor bijkomende inlichtingen zie R.V.A. Maandelijks Bulletin

Uitgaven 1991

	Vlaams Gewest	%	Waals Gewest	%	Brussels Gewest	%	Land	%
Vrijgestelden soc. en fam.	3 511 520 813	70	1 354 443 742	27	150 493 749	3	5 016 458 304	100
Vrijgestelden studies	532. 312 214	56	356 187 114	38	54 287 972	6	942 787 300	100
Ouderen	14 088 819 852	64	6 163 781 922	28	1 761 256 008	8	22 013 857 782	100
TOTAAL	18 132 652 879	65	7 874 412 778	28	1 966 037 729	7	27 973 103 386	100
Onvrijwillig deeltijdsen	8 714 946 500	56	5 340 978 184	35	1 404 681 816	9	15 460 606 500	100
Andere volledig werklozen	37 683 003 299	45	35 834 793 992	42	10 622 038 086	13	84 139 835 377	100
Tijdelijke werkloosheid	11 363 024 018	68	4 809 505 094	29	588 622 599	4	16 761 151 711	100
Brugpensioen	31 013 351 975	61	16 754 117 058	33	3 077 536 892	6	50 845 005 925	100
Loopbaanonderbreking	3 693 301 494	64	1 783 172 127	31	294 309 963	5	5 770 783 584	100
Totaal	110 600 280 165	55	72 396 979 233	36	17 953 227 085	9	200 950 486 483	100